[DISPATCHES]

RAPPORTS DE LA PREMIÈRE LIGNE

FRONT LINE DEFENDERS

DENIS O'BRIEN
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE DIRECTION

Denis O'Brien, président du conseil d'administration, Front Line Defenders.

2019 EST UNE ANNÉE QUI A ENCORE VU une hausse des demandes addressées à Front Line Defenders pour son programme de subventions de protection. Nous avons pu apporter un soutien rapide et pratique de 1 514 838 euros par le biais de 626 subventions attribuées à 460 personnes et 166 organisations, soit une hausse des subventions de 17% par rapport à 2018. Avec la coopération et le soutien continus de nos partenaires, nous cherchons à accroître notre capacité à répondre aux demandes en 2020. Au total, Front Line Defenders a soutenu 2307 défenseurs des droits humains en danger dans 117 pays au cours de l'année.

Il a été extrêmement inspirant d'accueillir et d'apprendre des 114 défenseurs des droits humains de 90 pays qui ont assisté à la Plateforme de Dublin 2019 en octobre. Ce rassemblement remarquable offre aux DDH l'occasion de faire entendre leur voix à l'échelle internationale, de dialoguer avec les principales parties prenantes dans le domaine des droits humains et d'apprendre des stratégies efficaces pour les protéger dans leur travail. Les invités internationaux étaient notamment Simon Coveney TD, Tánaiste et ministre irlandais des Affaires étrangères et du Commerce ; Eamon Gilmore, représentant spécial de l'UE pour les droits humains ; Ramanie Kunanayagam, membre du Panel d'inspection de la Banque mondiale et John Knox, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement. Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, et Michel Forst, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains, ont chacun pris la parole lors de séances plénières et ont participé à des séances de questions/réponses avec les DDH.

Les discussions avec les défenseurs des droits humains au cours des trois jours ont porté sur la protection en périodes électorales et de crises politiques ; les aspects sexospécifiques des campagnes de dénigrement, des discours de haine et diffamatoires à l'encontre les femmes DDH ; l'innovation dans les approches collectives de la protection holistique ; et la corruption comme moteur de l'insécurité. L'apport précieux d'activistes travaillant dans des contextes extrêmement divers mais hostiles éclairera nos programmes dans les années à venir.

Les DDH ont également défilé dans les rues de Dublin dans le cadre de la campagne "Set Them Free" (Libérez-les), appelant à la libération des DDH emprisonnés pour plusieurs décennies dans le monde entier. La campagne inclut l'ancien coordinateur de protection de Front Line Defenders pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, le DDH bahreïni Abdulhadi Al-Khawaja, qui purge une peine de prison à perpétuité pour son rôle dans le soulèvement pacifique en faveur de la démocratie qui a éclaté en 2011.

Je tiens à exprimer nos remerciements à tous ceux qui ont soutenu le travail de Front Line Defenders en 2019, notamment l'incroyable soutien que nous avons reçu de nos donateurs. Sans ce généreux soutien, Front Line Defenders ne pourrait pas entreprendre son travail.

Nous attendons 2020 avec impatience, avec une organisation en bonne forme prête à relever les défis auxquels nous sommes confrontés

Denis O'Brien,
Président du conseil d'administration

QUE FAIT FRONT LINE DEFENDERS?

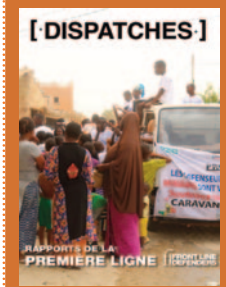
Front Line, la fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains, est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale enregistrée comme une organisation de bienfaisance en Irlande. Elle a été fondée à Dublin en 2001 avec pour objectif de protéger les défenseur-ses des droits humains en danger, c'est-à-dire les personnes qui agissent de façon non violente pour que soient respectés un ou plusieurs droits garantis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Front Line Defenders vise à subvenir aux besoins identifiés par les défenseur-ses eux-mêmes en matière de protection.

Front Line Defenders fournit un soutien rapide et pratique aux défenseur-ses des droits humains en danger par le biais:

- **de subventions pour subvenir aux besoins pratiques relatifs à la sécurité des défenseurs des droits humains;**
- **de formations et documents sur la sécurité et la protection, y compris sur la sécurité numérique;**
- **d'un plaidoyer international en faveur des défenseur-ses des droits humains en danger immédiat;**
- **de la visibilité et de campagnes de soutien aux DDH pour augmenter leur reconnaissance et leur légitimité au niveau international, national et local;**
- **de programmes de repos et répit;**
- **d'opportunités pour développer un réseau et des échanges entre les défenseurs des droits humains, y compris pendant la Plateforme de Dublin organisée tous les deux ans;**
- **du Prix annuel Front Line Defenders pour les défenseurs des droits humains en danger;**
- **d'une ligne téléphonique d'urgence fonctionnant 24H/24 pour les défenseurs des droits humains, en Arabe, Anglais, Français, Espagnol et Russe;**
- **de la relocalisation temporaire des défenseurs des droits humains en cas d'urgence.**

Front Line Defenders promeut la protection des défenseurs des droits humains en soutenant le travail du Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains et d'autres mécanismes internationaux et régionaux. Front Line Defenders promeut le respect de la Déclaration de l'ONU sur les défenseur-ses des droits humains. Front Line Defenders possède un statut consultatif spécial auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies ; un statut de partenariat avec le Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

En couverture



Les défenseurs maliens des droits de l'homme emmènent la campagne radio dans les villes et les villages avec une diffusion mobile sur un camion afin de faire connaître le travail des défenseurs des droits de l'homme et de renforcer le soutien à une loi de protection nationale (voir p. 9).

DÉTERMINATION

«Le vieux monde se meurt, le nouveau est lent à apparaître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres...»
- Antonio Gramsci

Andrew Anderson et Ebtisam Al-Saegh, une défenseuse des droits humains bahreïnie qui travaille pour l'organisation SALAM pour la démocratie et les droits humains.

J'AI EU LE PRIVILÈGE DE PARTICIPER À LA GLOBAL IRELAND 2025 CONFERENCE AU MANSION HOUSE À DUBLIN le premier lundi de 2020, en présence de diplomates irlandais venant du monde entier, ainsi que de représentants du gouvernement, d'ambassadeurs d'autres pays en poste en Irlande et d'universitaires.

C'était étrange d'entendre une citation de Gramsci en ouverture de la première session, mais elle était bien adaptée à la discussion franche et ouverte sur les monstres que nous voyons dans le monde. Un participant a décrit la démocratie comme un «échec» et il a été reconnu que les attaques des régimes autoritaires populistes contre le système fondé sur des règles internationales ont un certain succès. La première étape vers une meilleure réponse face à cet état est de faire une évaluation plus honnête.

Front Line Defenders a recensé 304 assassinats de défenseurs des droits humains en 2019. En juin, Maxciel Pereira dos Santos a été tué de deux balles dans la tête à Tabatinga, une ville de l'État d'Amazonas au Brésil ; il a été ciblé à cause de ses efforts visant à empêcher les invasions illégales de chasseurs, de bûcherons et d'orpailleurs dans la réserve de Vale do Javari, où se trouve la plus forte concentration mondiale de tribus autochtones isolées. En mai, Mena Mangal, journaliste et militante des droits des femmes, a été abattue à Kaboul, en Afghanistan, peu après avoir partagé sur Facebook les menaces de mort auxquelles elle était confrontée. Malgré un précédent enlèvement, elle avait déclaré d'un ton de défi qu'une «femme forte n'avait pas peur de la mort» et qu'elle aimait son pays.

2019 a été une année de protestations populaires et de soulèvements publics dans toutes les régions du monde, exigeant des changements dans la façon dont les gens étaient gouvernés. Les défenseurs des droits humains (DDH) ont joué différents rôles dans ces manifestations, allant de l'organisation et de la mobilisation du public au suivi et à la documentation des violations des droits humains, en passant par l'assistance aux personnes blessées ou arrêtées. Les causes des manifestations de rue et des troubles sociaux diffèrent, mais tendent à tourner autour du rejet pur et simple des inégalités économiques profondes, de la corruption endémique et des appels à de plus grands droits civils et politiques. Alors que dans la plupart des pays les manifestations étaient exclusivement pacifiques, les forces de sécurité ont souvent eu un recours excessif à la force voire à une violence extrême. Cela a été le cas au Soudan en juin lorsque des dizaines de personnes ont été abattues par les forces de sécurité alors qu'elles participaient à un sit-in devant le siège du Conseil militaire de transition. La vitesse avec laquelle la police et d'autres forces ont été autorisées à utiliser des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des balles réelles sur des manifestants non violents est extrêmement préoccupante. Dans le même temps, les gouvernements du monde entier ont cherché à faire en sorte que la société civile ne puisse plus utiliser la tactique des mobilisations pacifiques dans les rues.

Tandis que que l'Amazonie brûlait, le président brésilien corrompu a incité à la violence contre ceux qui défendent le droit à la terre, l'environnement et les droits des peuples autochtones. La rhétorique de Jair Bolsonaro basée sur les fake news et les fausses allégations démontre clairement ce que nous avons appris en documentant les attaques contre les défenseurs des droits humains dans le monde entier - si nous voulons sauver la planète, nous devons protéger ceux qui travaillent pour défendre l'environnement, qui sont souvent les plus exposés au danger et les premiers à subir les effets du changement climatique.

Et ce n'est pas seulement au Brésil que la corruption entraîne des attaques contre les défenseurs des droits humains. Ceux qui enquêtent et dénoncent la corruption sont souvent ceux qui subissent la répression la plus violente, comme nous l'avons vu avec le meurtre de Daphne Caruana Galizia à Malte. Et c'est souvent par le biais de la corruption que les puissants sapent la police ou le pouvoir judiciaire, des institutions qui devraient être garantes de la responsabilité et de la protection des défenseurs des droits humains.

Ce n'est pas un hasard si le Président du Guatemala a refusé de renouveler le mandat de la très efficace Commission internationale contre l'impunité au Guatemala lorsqu'elle a commencé à enquêter sur ses proches. Cela souligne la nécessité d'une action internationale plus forte contre la corruption. Il est totalement insuffisant d'agir seulement contre les comptes bancaires des dirigeants corrompus lorsqu'ils sont destitués. Au Guatemala, comme ailleurs, la lutte pour les droits humains et l'état de droit est liée à la lutte contre la corruption et l'impunité.

En juin 2019, j'ai eu le plaisir et l'honneur de me rendre à New York avec les cinq lauréats régionaux du prix Front Line Defenders pour les défenseurs des droits humains en danger. Badr Baabou de Tunisie, Rosanna Marzan de la République dominicaine, Veronika Lapina de Russie, Shinta Ratri d'Indonésie et Nyasa Rainbow Alliance du Malawi ont été récompensés pour leurs luttes puissantes en faveur des droits LGBTI+ dans leurs pays. Ensemble, nous avons commémoré le 50e anniversaire du soulèvement de Stonewall à New York et célébré certaines des incroyables réussites obtenues grâce à la lutte mondiale pour les droits des LGBTI+.

La lauréate du prix régional pour les Amériques, Rosanna Marzan, a déclaré : «Nous continuerons à lutter, nous ne nous arrêterons pas. Il s'agit de ma vie, des vies de ceux qui m'entourent, parce que la violence, la discrimination et l'homophobie ne sont rien de plus qu'un manque d'amour envers des êtres humains»

2019 a été une année de douleur et de souffrance, mais aussi une année de résilience et de réussite pour les défenseurs des droits humains. Les autocrates corrompus qui prétendent prouver leur force en s'en prenant aux défenseurs des droits humains démontrent en fait leur propre faiblesse. Le pouvoir est de plus en plus contesté, les jeunes sont de plus en plus engagés, la corruption est de plus en plus exposée ; tout cet activisme provoque de puissants mouvements pour un changement. Il y a plus de défenseurs des droits humains qui travaillent dans plus d'endroits sur plus de questions que jamais auparavant.

En 2019, nous avons également perdu la grande écrivaine et défenseuse des droits humains Toni Morrison, lauréate du prix Nobel de littérature en 1993. Elle a écrit. «La présence du mal était d'abord quelque chose qu'il fallait reconnaître avant de s'en occuper, de lui survivre, de ruser et enfin d'en triompher.»

Si nous nous concentrons uniquement sur les meurtres, la torture, les peines de prison, et les abus et le harcèlement, nous manquons le principal. La résilience dont font preuve les DDH face à une telle violence est tout simplement incroyable. Et l'esprit d'espérance que les défenseurs des droits humains entretiennent est plus que jamais nécessaire en ces temps que nous connaissons aujourd'hui. [

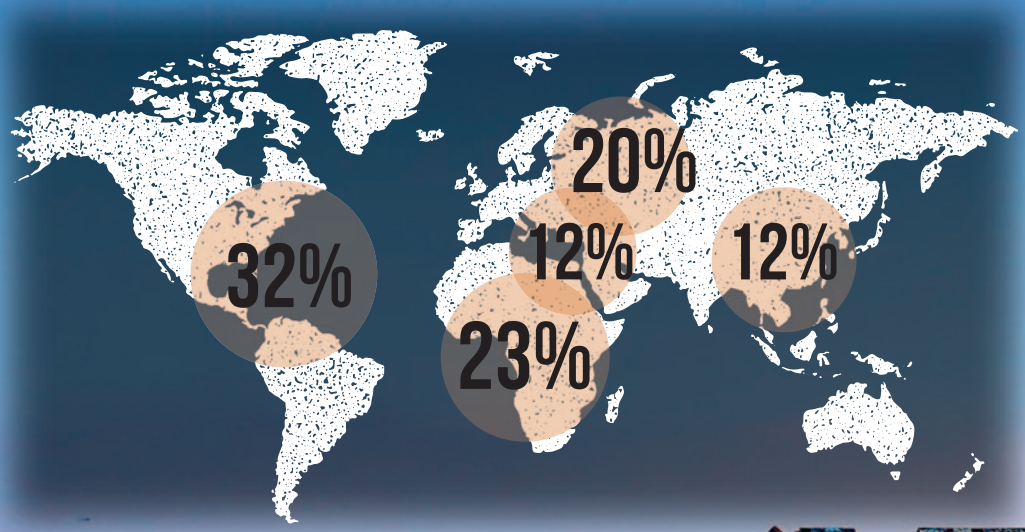
Andrew Anderson,
Directeur exécutif

SUBVENTIONS DE PROTECTION 2019

626 SUBVENTIONS DE PROTECTION

466 DDH

166 ORGANISATIONS



PAR RÉGION

AFRIQUE	23%
AMÉRIQUES	32%
ASIE-PACIFIQUE	12%
EUROPE & ASIE CENTRALE	20%
MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD	12%

PAR TYPE DE VIOLATION*

MENACES	49%
SURVEILLANCE	25%
ARRESTATIONS/DÉTENTIONS	21%
AGRESSIONS PHYSIQUES	20%
PERQUISITIONS/INTRUSIONS/CAMBRIOLAGES	12%

*LE POURCENTAGE TOTAL PEUT ÊTRE SUPÉRIEUR À 100% CAR LES SUBVENTIONS PEUVENT RÉPONDRE À PLUS D'UN TYPE DE VIOLATION

FRONT LINE DEFENDERS

2019 EN CHIFFRES

2,307 DDH ET **366** ORGANISATIONS DANS **117** PAYS ONT REÇU UN SOUTIEN DIRECT

626 SUBVENTIONS DE PROTECTION = **€1,514,838**

199 APPELS URGENTS SUR **395** DDH DANS **61** PAYS

93 CONSULTATIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ POUR **275** DDH DANS **26** PAYS

89 VISITES SUR LE TERRAIN DE COORDINATEURS DE PROTECTION, ET DE CONSEILLERS EN VISIBILITÉ ET SÉCURITÉ DANS **49** PAYS

23 DDH DE **11** PAYS SOUTENUS PAR LE PROGRAMME REPOS ET RÉPIT

8 ATELIERS SUR LA VISIBILITÉ EN GUISE DE PROTECTION POUR **114** DDH

133 DDH DE **14** PAYS ONT PARTICIPÉ À **10** FORMATIONS RAPP

382 DDH & ODDH ONT BÉNÉFICIÉ DE CONSULTATIONS SUR LA PROTECTION NUMÉRIQUE

294 DDH DE **20** PAYS ONT PARTICIPÉ À **24** FORMATIONS SUR LA PROTECTION

114 DDH DE **90** PAYS ONT PARTICIPÉ À LA PLATEFORME DE DUBLIN

543 CARTES DE DDH ONT ÉTÉ DÉLIVRÉES

[SOLIDARITÉ] PLATEFORME DE DUBLIN

La Plateforme de Dublin 2019 s'est tenue du 2 au 4 octobre au Dublin Castle et a réuni 114 défenseurs des droits humains (DDH) de 90 pays, ainsi que de nombreux autres invités internationaux. Ce rassemblement remarquable offre aux DDH l'occasion de faire entendre leur voix à l'échelle internationale, de dialoguer avec les principales parties prenantes dans le domaine des droits humains et d'apprendre des stratégies efficaces pour les protéger dans leur travail. Les invités internationaux étaient notamment Simon Coveney TD, Tánaiste et ministre irlandais des Affaires étrangères et du Commerce ; Eamon Gilmore, représentant spécial de l'UE pour les droits humains ; Ramanie Kunanayagam, membre du Panel d'inspection de la Banque Mondiale et John Knox, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement. Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, et Michel Forst, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains, ont chacun pris la parole lors de séances plénières et ont participé à des séances de questions/réponses avec les DDH. En outre, des représentants d'organisations internationales, des donateurs et d'autres diplomates et fonctionnaires étaient présents tout au long de la Plateforme pour tirer des enseignements et dialoguer avec les DDH.

À gauche – Tumeliwa Mphepo, Malawi ; au centre – Shahidul Alam, Bangladesh ; à droite – Hadeel BuQrais, Koweït

Les DDH présentés lors des tables rondes au cours des trois jours ont abordé la protection en périodes électorales et de crises politiques ; les aspects sexospécifiques des campagnes de dénigrement, des discours de haine et diffamatoires à l'encontre des femmes DDH ; l'innovation dans les approches collectives de la protection holistique ; et la corruption comme moteur de l'insécurité. Une série de groupes de travail formés par région a permis aux DDH de se concentrer sur des questions clés, notamment les carences démocratiques, l'impunité, la discrimination basée sur le genre, la solidarité, la collecte de fonds, le développement, la corruption, les questions LGBTI+, les campagnes de dénigrement et la désinformation, et la violence physique et sexuelle, entre autres.

Les DDH ont partagé leurs expériences en donnant des témoignages individuels, offrant à chacun l'espace pour présenter des réflexions personnelles sur leur travail, leurs défis, leurs luttes et leurs succès dans une salle remplie de collègues activistes, qui sont particulièrement bien placés pour faire preuve d'empathie et offrir solidarité et soutien.

L'équipe d'experts en sécurité numérique de FLD était disponible pour apporter un soutien individuel aux DDH dans des "cliniques numériques", tandis que des consultations individuelles sur la sécurité physique étaient également disponibles pour examiner les stratégies de sécurité physique et personnelle pour la maison, le bureau, en voyage, ou tout autre sujet. Un certain nombre d'espaces sûrs et de consultations sur le bien-être psychologique ont également été mis en place.

Les DDH et les invités se sont réunis dans la cour principale de Dublin Castle pour une photo de groupe le 3 octobre, pendant la Plateforme.

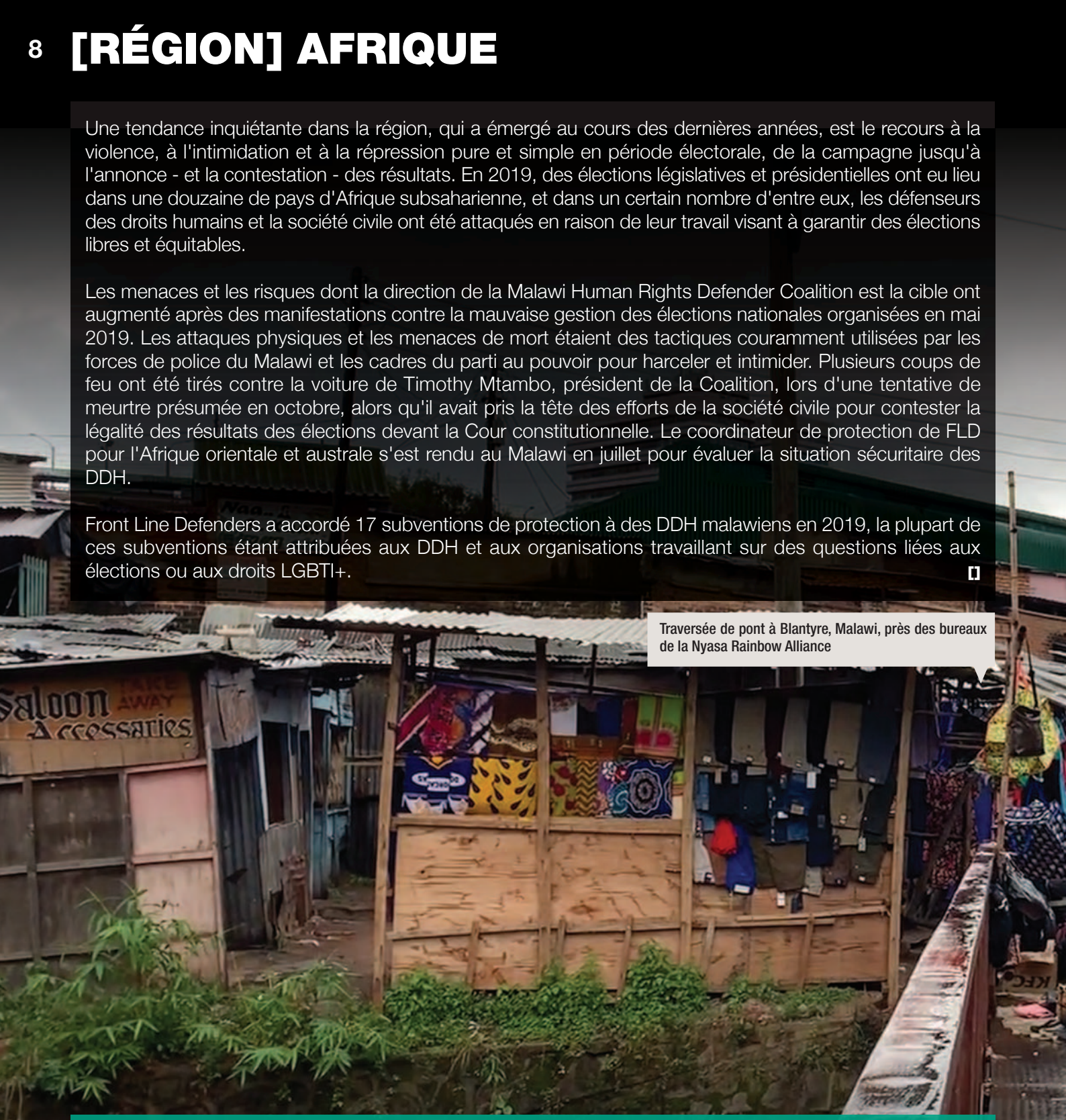
À gauche – Amgalanbayar Bor-Uvgon, Mongolie ; au centre – Abeer Saady, Égypte ; à droite – Michel Forst, Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des DDH

[RÉGION] AFRIQUE

Une tendance inquiétante dans la région, qui a émergé au cours des dernières années, est le recours à la violence, à l'intimidation et à la répression pure et simple en période électorale, de la campagne jusqu'à l'annonce - et la contestation - des résultats. En 2019, des élections législatives et présidentielles ont eu lieu dans une douzaine de pays d'Afrique subsaharienne, et dans un certain nombre d'entre eux, les défenseurs des droits humains et la société civile ont été attaqués en raison de leur travail visant à garantir des élections libres et équitables.

Les menaces et les risques dont la direction de la Malawi Human Rights Defender Coalition est la cible ont augmenté après des manifestations contre la mauvaise gestion des élections nationales organisées en mai 2019. Les attaques physiques et les menaces de mort étaient des tactiques couramment utilisées par les forces de police du Malawi et les cadres du parti au pouvoir pour harceler et intimider. Plusieurs coups de feu ont été tirés contre la voiture de Timothy Mtambo, président de la Coalition, lors d'une tentative de meurtre présumée en octobre, alors qu'il avait pris la tête des efforts de la société civile pour contester la légalité des résultats des élections devant la Cour constitutionnelle. Le coordinateur de protection de FLD pour l'Afrique orientale et australe s'est rendu au Malawi en juillet pour évaluer la situation sécuritaire des DDH.

Front Line Defenders a accordé 17 subventions de protection à des DDH malawiens en 2019, la plupart de ces subventions étant attribuées aux DDH et aux organisations travaillant sur des questions liées aux élections ou aux droits LGBTI+. []



Traversée de pont à Blantyre, Malawi, près des bureaux de la Nyasa Rainbow Alliance

RÉSEAUX DE FDDH

Il y a eu une accélération de la formation de coalitions FDDH en Afrique orientale et australe en 2019, en réponse aux défaillances de l'État dans la protection des femmes défenseuses. Le coordinateur de protection de FLD pour l'Afrique orientale et australe a assisté au lancement officiel de l'Uganda WHRD coalition (WHRDN-U) en mars. Lors de visites ultérieures dans la région, FLD a encouragé et conseillé les FDDH à former des réseaux similaires sous le mentorat de la WHRDN-U. Une coalition tanzanienne a été formée et enregistrée avec succès. La WHRDN-U travaille désormais, après des présentations faites par FLD, avec les FDDH du Kenya, du Zimbabwe, de la Zambie et du Malawi pour les encadrer dans le processus.

Réseaux de FDDH ougandais lors du lancement de l'Uganda WHRD Coalition

[RÉPRESSION] ZIMBABWE

L'année 2019 a été marquée par une intensification de la répression contre les défenseurs des droits humains au Zimbabwe, dans le contexte d'une vague de protestations face à l'aggravation de la crise économique et à des élections contestées. Entre juillet et septembre, au moins 50 militants ont été enlevés, dont quatre enseignants de l'Amalgamated Rural Teachers Union of Zimbabwe (ARTUZ), une organisation qui défend le droit à l'éducation et le droit du travail dans les zones rurales. Les DDH ont été menacés et agressés physiquement tout au long de leurs interrogatoires.

En mai, sept DDH maintenant connus sous le nom des «Zimbabwe 7» ont été arrêtés à l'aéroport de Harare après avoir suivi une formation sur l'engagement civil aux Maldives et accusés de vouloir «renverser le gouvernement constitutionnel»

Front Line Defenders a aidé plusieurs de ces DDH avec des subventions de protection, des appels urgents et une campagne de visibilité leur a été consacrée. FLD a organisé une action de solidarité pour les «Zimbabwe 7» en leur envoyant des messages de soutien de la part du groupe «Istanbul 10» via les réseaux sociaux.

Zimbabwe – trois membres des #Zimbabwe7 montrant les cartes de solidarité envoyées par le groupe des #Istanbul10

CAMPAGNE RADIO AU MALI

En mars 2019, Front Line Defenders s'est rendue à Bamako pour rencontrer les défenseurs des droits humains et planifier avec eux la deuxième phase d'une campagne visant à renforcer le soutien du public envers les défenseurs des droits humains et à plaider pour l'application de la loi sur la protection des défenseurs des droits humains. En 2019, Kunafoni, web-TV et radio partenaire de la campagne, a organisé une série de six débats sous forme de rap et des événements publics de slam de poésie à Bamako, auxquels ont assisté environ 300 personnes (principalement des jeunes) à chaque fois. Les événements ont abordé des questions telles que les FDDH œuvrant pour défendre le droit à la terre des femmes, les DDH travaillant pour les droits des victimes et les militants anti-corruption. Pour chaque débat et avant chaque spectacle, les artistes se sont réunis et ont discuté avec des DDH, afin de décider ensemble des priorités et des sujets sur lesquels se concentrer pendant le débat rap. Le partenaire radio Studio Tamani a diffusé une discussion de 45 minutes sur la protection des DDH à travers son réseau national qui comprend plus de 70 stations radio, invitant pour la première fois un défenseur LGBTI à participer au débat, il a également diffusé un spot radio de 3 minutes, traduit dans 6 langues locales, sur l'importance d'une loi nationale pour la protection des DDH. Et à Tombouctou, la FDDH Fatouma Harber a organisé une «caravane des droits humains' avec un groupe de blogueurs locaux, ainsi qu'un événement public sur la place principale de la ville, suivi d'une série de «clubs d'écoute» où différents groupes cibles (femmes, jeunes et personnes handicapées) se sont réunis, ont écouté le débat radiophonique et ont parlé du rôle joué par les DDH dans la promotion des droits de leurs communautés.

La FDDH Fatouma Harber a organisé des programmes de sensibilisation communautaire à Tombouctou en avril dans le cadre de la campagne radio au Mali

[RÉGION] AMÉRIQUES

Catatumbo, en Colombie, est une région emblématique des défis auxquels le pays est confronté pour garantir l'application appropriée de l'accord de paix ayant mis fin au conflit armé qui a duré des décennies entre le gouvernement et les FARC-EP. Le territoire a été longtemps négligé par les autorités, et ses habitants souffrent d'une forte stigmatisation supplémentaire du fait qu'il s'agit d'un lieu où les FARC-EP comptent historiquement une forte présence, un grand nombre de plantations de coca et un important déploiement de forces de sécurité. Les DDH ont constaté une détérioration de la situation dans la région depuis que l'administration Duque est arrivée au pouvoir et se montre moins engagée envers l'accord de paix, en particulier par le manque d'une mise en œuvre appropriée du programme de substitution des cultures, ainsi que l'absence de l'État dans la région hormis sa réponse principalement militarisée face au contexte local. Les DDH ont déclaré être régulièrement la cible d'assassinats, de stigmatisation, de criminalisation, de menaces de mort, de déplacements forcés, de harcèlement de la part de groupes armés illégaux et de l'armée, et de surveillance.

La coordinatrice de protection de FLD pour la région des Amériques s'est rendue dans la zone en juin 2019, en collaboration avec d'autres organisations locales et internationales, pour mieux comprendre comment les DDH ont réussi à s'organiser, à fonctionner et à se protéger dans ce contexte et pour observer leur créativité et leur gestion des ressources communautaires, comment ils gèrent les problèmes des communautés, comment ils interagissent / dialoguent avec les groupes armés (légaux et illégaux) et comment leurs propres mécanismes et alternatives de protection collective pourraient être renforcés avec le soutien de la communauté internationale et des autorités nationales. []

Un travailleur rural de Catatumbo, lié au CISCA (Comite de Integracion Social del Catatumbo), désigne l'endroit où une attaque contre sa maison s'est produite récemment

La violence sexuelle et sexiste contre les FDDH augmente au Guatemala

© Sector Mujeres

Visite de FLD et de la CPT dans un camp du MST près de Maraba, dans l'État du Para. Le camp est l'un des plus souvent attaqués par des groupes armés illégaux dans la région.

GUATEMALA

En juin 2019, la coordinatrice de protection pour la région des Amériques s'est rendue au Guatemala afin de rencontrer des DDH dans le cadre du premier tour des élections présidentielles, qui n'ont pas été concluantes. La période électorale s'est révélée dangereuse pour les DDH et plusieurs ONG et DDH ont été attaqués.

Les FDDH ont signalé une perception générale selon laquelle la violence sexuelle et sexiste est en hausse contre les FDDH, en particulier celles qui luttent contre la violence sexiste, pour les droits reproductifs et pour le féminisme en général. Les FDDH d'une organisation féministe ont expliqué l'impact psychosocial de l'attaque qu'elles ont subie dans leurs bureaux sur l'équipe, et un certain nombre d'entre-elles ont déclaré avoir peur d'être victimes de violences sexistes et sexuelles en raison de leur travail en faveur des droits humains

À mesure que les FDDH commencent à se reconnaître en tant que telles et à être reconnues au sein de leurs communautés, les hommes accentuent leurs attitudes hostiles à leur encontre, jusqu'à leur infliger des violences physiques et sexuelles. Les féminicides ont augmenté dans certaines zones, comme dans la région de Xinca, et par conséquent les FDDH qui y travaillent se sentent très exposées.

FLD a accordé 15 subventions à des DDH et à des ONG au Guatemala en 2019.

[RÉPONSE À LA CRISE] BRÉSIL

Au cours de la première année du mandat de Jair Bolsonaro à la présidence, le Brésil a connu l'instabilité politique et la violence ; depuis qu'il a pris ses fonctions en janvier 2019, les DDH du pays sont l'objet d'attaques nourries. Les défenseurs ont signalé davantage de violence et de peur, ainsi que l'arrêt complet et le démantèlement des quelques politiques et institutions qui tentaient de garantir certains droits fondamentaux à la population. La société civile et les institutions démocratiques sont confrontées à leur plus grande crise depuis l'époque du régime militaire.

En 2019, la coordinatrice de protection de FLD pour la région des Amériques a rencontré des DDH à Rio de Janeiro, Sao Paulo, Brasilia, Para, Pernambuco et Roraima. Le personnel de FLD en Europe a rencontré et soutenu des défenseurs à travers des actions de plaidoyer et de protection à Bruxelles, Genève et Dublin.

En avril, la coordinatrice de protection des Amériques et le conseiller en sécurité de FLD ont rencontré des DDH de différentes parties du pays lors d'un rassemblement à Brasilia, ainsi qu'à Sao Paulo, Rio de Janeiro et Roraima, ainsi qu'une visite à la frontière avec le Venezuela. En mai, ils ont tous deux été accueillis par la Comissão Pastoral da Terra (CPT) dans le Para, qui est historiquement l'un des États les plus meurtriers du pays pour les DDH ; ils ont rencontré des dirigeants de mouvements ruraux et de DDH dans les municipalités de Maraba, Xinguara, Redencao, Parauapebas , Eldorado dos Carajas, Canaa dos Carajas et Pau D'Arco. La visite comprenait une session d'une journée sur l'évaluation des risques pour les membres des 4 bureaux du CPT dans le sud et le sud-est du Para, la mise en place d'un partenariat plus étroit relatif à la protection dans la région, et la planification de visites de suivi et de formations qui ont eu lieu en septembre et décembre 2019. FLD s'est engagée dans 4 processus de formation sur la sécurité holistique dans les États du Para, Maranhão et Sao Paulo, avec 44 participants au total.

FLD a travaillé et renforcé sa collaboration avec des organisations d'envergure nationale, telles que Coordenação Nacional de Articulacão das Comunidades Negras Rurais Quilombolas - CONAQ, Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST), Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB) et Comissao Pastoral da Terra (CPT).

FLD a organisé une réunion avec les États membres de l'UE sur la situation des défenseurs du droit à la terre dans l'État de Para, et s'est engagée dans des efforts de plaidoyer sur de nombreux cas de défenseurs du droit à la terre, en particulier au sujet des processus d'expulsion. FLD a octroyé 19 subventions de protection à des DDH et organisations et soutenu 5 FDDH par le biais du programme Repos et répit.

Miguel López Vega, un DDH de la communauté de Zacatepec, s'adresse aux membres de la communauté et de la Mission internationale au sujet des attaques récentes.

Messages contre les projets industriels à l'extérieur du camp de protestation de Santa Maria Zacatepec

MEXIQUE

Le 3 décembre 2019, une mission d'observation internationale composée de Front Line Defenders, du Centre d'information sur les entreprises et les droits de l'Homme (CIEDH), du Centro de Derechos Humanos «Zeferino Ladrillero», du Servicios y Asesoría para la Paz (SERAPAZ) et de La Red Nacional de Organismos Civiles de Derechos Humanos “Todos los Derechos para Todas y Todos” (Red TDT)", a effectué une visite dans la Communauté nahua de Santa María Zacatepec (désormais Zacatepec), dans la municipalité de Juan C.Bonilla, Puebla, pour documenter les violations des droits humains perpétrées contre des membres de la communauté en représailles à leurs activités de défense de la rivière Metlapanapa. Zacatepec fait partie du Front populaire pour la défense de la terre et de l'eau - Morelos, Puebla et Tlaxcala (FPDTA-MPT), composé de plusieurs communautés opposées au projet Proyecto Integral Morelos - PIM, mis en œuvre par la Commission fédérale de l'électricité appartenant à l'État. De nombreuses violations des droits humains se sont produites dans le contexte de ce projet, notamment des violences policières, des campagnes de diffamation et des menaces, et l'assassinat du communicateur indigène et défenseur du droit à la terre Samir Flores.

Les menaces et attaques documentées par la mission ont atteint un pic lors de la répression d'une manifestation pacifique le 30 octobre 2019. Au moins huit personnes ont reçu des menaces de mort, dont une défenseuse des droits humains de 17 ans, et il y a eu des incendies criminels contre leur domicile et des actes d'acharnement judiciaire. Les attaques contre les DDH et les journalistes de Radio Zacatepec, une radio communautaire, sont encouragées et facilitées par les fonctionnaires et les hommes d'affaire.

FLD et d'autres organisations ont publié un rapport de mission et ont exhorté les autorités mexicaines à protéger les DDH.

[RÉGION] ASIE-PACIFIQUE

Lorsqu'il a entamé sa quatrième année en tant que président des Philippines, Rodrigo Duterte avait supervisé les meurtres de plus de 12,000 citoyens dans le cadre de la "guerre contre la drogue" menée par l'administration. Au cours de cette même période, Front Line Defenders a documenté le meurtre de près de 200 DDH, en toute impunité. Les DDH sont ciblés non seulement par la violence meurtrière, mais aussi par la criminalisation, les attaques physiques et une campagne de diffamation orchestrée par les plus hautes autorités. En 2019, Front Line Defenders a œuvré pour soutenir les efforts au niveau local pour repousser l'assaut mené contre les DDH et pour renforcer la sécurité et la protection des DDH à différents niveaux - individuel, collectif ou sociétal.

Malgré les défis, les DDH et la société civile aux Philippines ont poursuivi leurs efforts pour faire progresser et pour défendre les droits humains. En septembre, l'équipe de visibilité de FLD a organisé un atelier sur La visibilité en guise de protection auquel ont assisté 18 DDH qui militent en faveur d'une législation nationale pour la protection des défenseurs des droits humains - un projet de loi qui a été adopté par la chambre basse du Congrès des Philippines. Pour soutenir davantage la législation, le bureau européen de FLD a organisé l'envoi d'une lettre d'Euro-députés aux principaux présidents des commissions qui ont contribué à garantir l'adoption du projet de loi. En 2020, des actions seront menées afin que le Sénat adopte la loi.

Graffiti à Imphal, État de Manipur, le marché d'Ima (marché des femmes) .

NÉPAL

Le coordinateur de protection de Front Line Defenders pour l'Asie du Sud s'est rendu au Népal en avril et septembre 2019 pour étendre la portée de l'organisation, en particulier auprès des groupes de défense des droits des populations autochtones, des DDH travaillant sur les droits ESCR et dans les anciennes zones touchées par les conflits armés ; se reconnecter avec les DDH avec lesquels FLD a déjà été en lien ; et comprendre le contexte politique actuel, l'environnement des DDH et leur travail, ainsi que les risques spécifiques et les besoins / opportunités de protection. Contrairement à la période du conflit armé et à la période qui a immédiatement suivi, il y a une nette diminution des menaces directes et des violences, en particulier de la part de l'État. Le contexte diffère dans la région du Terai au Népal, où les DDH signalent un recours disproportionné à la violence étatique / policière, l'impunité pour les violences passées, le manque de protection face à la violence des milices et la discrimination structurelle. Aujourd'hui, les types de menaces sont moins évidents, mais ces dernières peuvent être aussi efficaces pour saper leur travail et réduire au silence les DDH qui craignent l'acharnement judiciaire, l'exclusion, les menaces et les attaques en ligne, ainsi que les menaces des travailleurs du parti politique au niveau communautaire. On craint également une recrudescence de la violence entre quelques groupes armés et que le gouvernement utilise ce prétexte pour imposer des mesures de sécurité disproportionnées qui porteraient atteinte aux droits humains.

En décembre, l'équipe de visibilité de FLD a organisé un atelier sur la visibilité en guise de protection pour des DDH afin d'élaborer des stratégies de communication visant à sensibiliser le public et renforcer le soutien envers les DDH.

[ESPACES MARGINALISÉS] MANIPUR

En janvier 2019, Front Line Defenders a organisé un atelier sur la protection numérique pour 13 participants venant d'États du nord-est de l'Inde (Assam, Manipur, Nagaland, Tripura Occidental) en coopération avec une coalition régionale d'ONG. Les DDH de la région sont les plus préoccupés par les menaces et les risques liés au piratage, à la surveillance et aux logiciels malveillants. Un DDH est devenu le champion local de la protection numérique et a organisé un atelier de suivi en avril.

En novembre, l'équipe de visibilité s'est rendue dans l'État du Manipur pour recueillir les récits des défenseurs des droits humains afin d'attirer davantage l'attention sur la situation dans ce territoire, qui reste sous domination militaire. FLD a consulté les DDH qui travaillent sur un certain nombre de questions, notamment l'environnement, les droits de la communauté LGBTI +, la justice pour ceux qui ont disparu et qui ont été tués par les forces militaires et de sécurité indiennes, et les droits des populations autochtones et des minorités.

Pour l'anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits humains en décembre, FLD a publié le premier reportage d'une FDDH de Manipur, Irom Chitra, qui œuvre pour obtenir justice pour les victimes de la violence de l'État et contre l'impunité.

«L'impunité pour les attaques contre les DDH et en particulier les femmes règne à Manipur. Irom Chitra (à droite) travaille au nom des familles de ceux qui ont été tués par les autorités afin que ces dernières rendent des comptes. FLD travaille avec les DDH pour présenter leurs témoignages sous la forme d'une narration graphique (au milieu).»

HONG KONG

© The Stand News

Des manifestants portant des pancartes «Libérez-les» concernant d'autres manifestants détenus par la police.

Front Line Defenders s'est rendu à Hong Kong à la mi-novembre 2019, alors que les manifestations en faveur de la démocratie se sont heurtées à des actions policières de plus en plus agressives. Les manifestants, les travailleurs sociaux, les journalistes, les médecins, les syndicalistes et les FDDH ont signalé un ensemble de graves abus de la police, notamment le recours à une force excessive et l'utilisation de balles réelles, l'entrave à l'assistance médicale et juridique pour les manifestants blessés ou arrêtés, la violence verbale, mentale et physique dans la rue et pendant les détentions, et l'usage ou les menaces de violences sexuelles contre les détenus.

PLAIDOYER

Veronica Koman est une FDDH de Papouasie occidentale, qui a été contrainte de déménager en Australie en raison de menaces proférées à son encontre par les autorités indonésiennes qui contrôlent le territoire.

Veronica Koman.

Veronica est membre d'International Lawyers for West Papua, un réseau international d'avocats qui œuvrent pour renforcer les droits humains en Papouasie occidentale.

En septembre, la police de Java oriental a annoncé qu'elle devait se présenter à l'ambassade d'Indonésie en Australie pour se soumettre à une citation à comparaître, avertissant que si la défenseuse ne se présentait pas, ils l'incluraient sur une liste de personnes recherchées et publieraient une notice rouge Interpol à son encontre

Front Line Defenders a lancé un appel urgent et pris des dispositions pour que la délégation de l'UE en Australie examine l'affaire avec les autorités australiennes afin de s'assurer qu'elle ne soit pas contrainte ou renvoyée de force en Papouasie occidentale. Elle a pu rester en Australie et continuer son plaidoyer essentiel pour les droits des Papous occidentaux, même si les autorités indonésiennes répriment les protestations et les défenseurs des droits humains.

En février et mars, la coordinatrice de protection pour l'Europe et l'Asie centrale et le directeur exécutif de FLD se sont rendus en Ouzbékistan, la première visite de l'organisation dans le pays depuis 10 ans. En 2018, le gouvernement s'est lancé dans un processus pour s'engager avec la communauté internationale et a assoupli les restrictions imposées aux défenseurs des droits humains et à la société civile. Bien que FLD fournisse un soutien aux DDH ouzbeks, c'était la première opportunité de nouer des liens avec les DDH en personne et d'évaluer la dynamique changeante.

De nombreux défenseurs des droits humains ont reconnu qu'à l'exception de leur libération de prison, les changements en Ouzbékistan étaient jusqu'à présent essentiellement superficiels. Ils savent qu'ils risquent de retourner en prison lors d'une nouvelle vague de répression - ils indiquent où les agents de sécurité se garent lorsqu'ils organisent des manifestations, montrant qu'ils sont toujours sous surveillance - mais ils persistent dans leur travail pacifique en faveur des droits humains et cherchent à impliquer un nouvelle génération dans la lutte. Les FDDH travaillant sur la violence domestique étaient plus optimistes en ce qui concerne le discours plus progressiste des fonctionnaires et les nouveaux refuges pour les victimes soutenues par l'État.

Parmi les DDH rencontrés se trouvait **Ahmadjan Madmarov**, lauréat du prix Front Line Defenders 2006. Ahmadjan a soutenu les familles des prisonniers, écrit des lettres appelant au droit de visite, accompagné des familles lors des visites en prison, tout au long du régime brutal de Karimov. Trois de ses fils et deux de ses neveux ont été emprisonnés. On lui a dit qu'ils seraient libérés s'ils mettait fin à son travail en faveur des droits humains. Il a rendu visite à ses fils en prison et ils lui ont dit qu'il devrait continuer, car personne d'autre n'aiderait les familles de prisonniers. []

Le défenseur des droits humains ouzbek Ahmadjan Madmarov, lauréat du prix Front Line Defenders 2006 pour les défenseurs des droits humains en danger, tient une photo de lui prise pendant la cérémonie de remise des prix à Dublin, lors d'une visite en Ouzbékistan du directeur exécutif, Andrew Anderson, et de la coordinatrice de protection de Front Line Defenders pour l'Europe et l'Asie centrale.

MANIFESTATION

Du 21 au 26 octobre, la coordinatrice de protection pour l'Europe et l'Asie centrale et un membre de l'équipe de visibilité ont effectué une mission en Italie, pour rencontrer des défenseurs des droits humains qui travaillent sur plusieurs questions (droits des migrants, environnement, droits du travail et droits des femmes) et évaluer leurs besoins en matière de protection.

Pendant deux jours, Front Line Defenders a rendu visite aux DDH de Melendugno qui font partie du mouvement **No Tap**, qui s'oppose à la construction du gazoduc transadriatique (TAP). Le gazoduc acheminerait du gaz d'Azerbaïdjan vers l'Italie et menacerait d'anciennes fermes oléicoles, des sources d'eau et des sites du patrimoine culturel dans une région d'Italie (Salento, Pouilles) qui dépend fortement de l'agriculture et du tourisme.

Bien que les manifestations de No Tap soient pacifiques, les DDH sont confrontés à une répression policière sévère, à des amendes pouvant aller jusqu'à 10 000€ et à des actes d'intimidation et de harcèlement constants.

Deux DDH écologistes du mouvement NO TAP en visite sur le chantier du TAP dans les Pouilles (sud de l'Italie).

[INCERTITUDE] UKRAINE

En octobre, la coordinatrice de protection de FLD pour l'Europe et l'Asie centrale s'est rendue en Ukraine à l'occasion de la deuxième conférence annuelle de la Coalition pour la protection de la société civile. L'actuel conflit armé, le renforcement des groupes de droite, le nombre croissant d'attaques contre les DDH et les militants de la société civile et l'impunité qui règne pour les auteurs d'attaques ont entraîné une tension accrue dans la société et un sentiment général d'insécurité. La Coalition a été lancée pour être une plateforme de la société civile visant à partager des informations et répondre conjointement aux attaques et aux pressions du gouvernement, des forces de l'ordre et des groupes extrémistes.

Selon un rapport de la Coalition, 83 défenseurs des droits humains et militants civiques ont été attaqués en Ukraine en 2019. Les attaques les plus fréquentes se sont produites dans les régions de Kiev, Odessa et Kharkiv, tandis que les DDH travaillant sur les droits LGBTI+ et l'égalité des sexes, ainsi que les défenseurs de la lutte contre la corruption et contre les constructions illégales sont les groupes les plus à risque.

La coordinatrice de protection a également rencontré des membres du barreau ukrainien. Les avocats ont constaté que de juin 2013 à septembre 2019, plus de 1200 crimes contre des avocats ont été perpétrés, pourtant, seuls 8 affaires ont été portées en justice et aucun verdict n'a été rendu dans ces affaires.

La DDH arménienne transgenre Lilit Martirosyan prend la parole devant le parlement.

Les DDH lors de la conférence de la Coalition pour la protection de la société civile à Kiev.

BIÉLORUSSIE ET ARMÉNIE

La coordinatrice régionale de protection s'est rendue en Arménie en avril et en Biélorussie en juillet pour rencontrer des DDH et évaluer la situation en matière de sécurité dans deux pays qui font des progrès importants mais précaires dans l'ouverture de la société civile et pour s'éloigner de l'influence dominante russe dans leurs systèmes politiques.

En Arménie, la formation d'un nouveau gouvernement en mai qui a promis de s'engager en faveur des droits humains suite à d'importantes manifestations publiques, a déclenché une hausse significative des discours de haine, de la justification des crimes haineux et de la violence contre les LGBTI+ et les défenseurs des droits des femmes de la part de la société et des représentants du gouvernement. Dans la sphère politique, des groupes d'opposition ont attaqué le gouvernement pour ses positions progressistes à l'égard des droits des femmes et des questions LGBTI+. Lilit Martirosyan a reçu des menaces de mort après avoir prononcé un discours au Parlement sur la discrimination des personnes transgenres en Arménie. La violence sexospécifique sur internet contre les FDDH est utilisée comme stratégie pour attaquer celles qui travaillent contre la violence domestique ainsi que les écologistes. Les FDDH ont signalé une recrudescence des campagnes de diffamation sur les réseaux sociaux depuis 2018 en lien avec leur travail contre le projet de mine d'or Amsular, notamment à travers la diffusion de photos et de vidéos personnelles falsifiées des défenseuses et de leur famille et des enregistrements de vidéo surveillance.

En Biélorussie, le régime de Loukachenko se rapproche apparemment de l'Europe (et s'éloigne de la Russie), bien que les défenseurs des droits humains craignent toujours la possibilité d'une «intégration» de la Biélorussie à la Fédération de Russie. Les DDH ont décrit la situation actuelle comme relativement ouverte, mais ont souligné qu'elle pouvait changer à tout moment ; il craignent la répression lors des prochaines élections parlementaires et surtout présidentielles, comme cela s'est déjà produit au cours des deux dernières décennies. La coordinatrice de protection a rencontré des défenseurs qui promeuvent les droits des femmes et qui gèrent un refuge pour les victimes de violences conjugales afin d'évaluer leurs besoins.

[RÉGION] MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD

Lorsque des manifestants populaires sont descendus dans les rues du Soudan en décembre 2018, peu de gens auraient imaginé que moins d'un an plus tard, le président Omar Al-Bashir serait évincé et qu'une société civile nouvellement habilitée serait en mesure d'imposer sa volonté aux militaires et aux forces de sécurité du pays.

L'ancien régime n'a pas facilement abandonné le pouvoir et a utilisé toutes les formes de répression, de violence et d'intimidation pour tenter de réprimer les manifestations. En outre, conscient du fait que le pouvoir de communication et d'information était entre les mains des manifestants, le gouvernement a bloqué à plusieurs reprises Internet pour tenter d'arrêter les manifestations ; elles ont même fait usage de balles réelles contre des manifestants non armés et les organisateurs ont été attaqués et arrêtés.

Front Line Defenders s'est mobilisée pour soutenir les défenseurs des droits humains qui aidaient à organiser et à soutenir les manifestations. Le coordinateur régional de protection numérique a régulièrement travaillé avec des DDH soudanais pour protéger leurs informations et pour les aider à rester en ligne et connectés. Des subventions de protection ont aidé 8 DDH à être soignés à l'étranger pour les blessures graves qu'ils ont subies en organisant et menant des manifestations.

Hala Al-Karib lors d'une manifestation de femmes pendant la révolution soudanaise

© Ula Osman

CRIMINALISER LA PAROLE

Le 26 décembre, le journaliste d'investigation et défenseur des droits humains marocain, Omar Radi, a été placé en garde à vue et accusé d'avoir insulté le système judiciaire. Il est membre de l'Association Attac Maroc, qui travaille sur les mouvements des droits humains et la justice sociale, et principalement sur le droit du travail et les mouvements sociaux au Maroc (Rif, Jerada, Imider, Zagora, etc.). Il a suivi de près le Mouvement du Rif, a beaucoup écrit à ce sujet et critiqué le pouvoir judiciaire à la suite d'un procès qui s'est conclu par la condamnation des militants du Rif à 20 ans de prison.

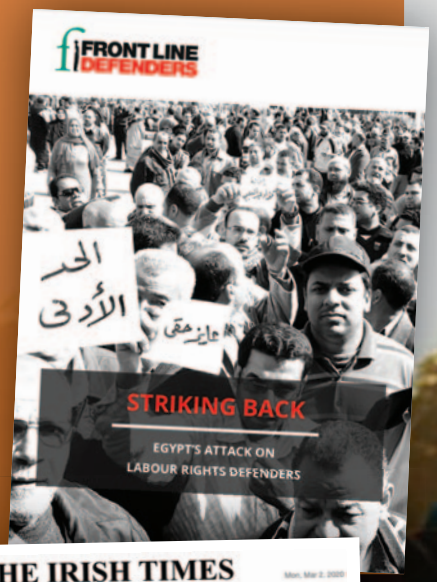
Bien qu'il ait été arrêté pendant les vacances, Front Line Defenders a lancé un appel urgent et mené des actions de plaidoyer urgentes auprès des responsables de l'UE et du Maroc, et a contribué à attirer l'attention du public sur les réseaux sociaux.

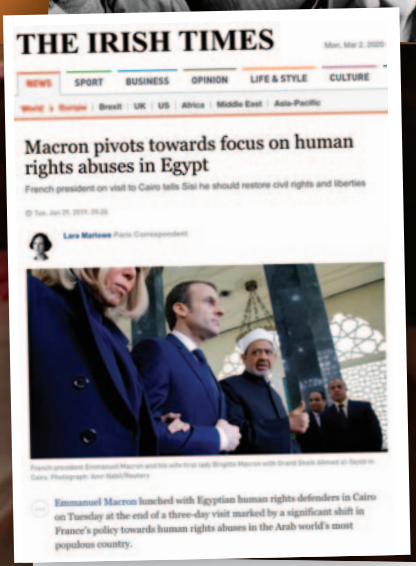
Omar Radi

ATTAQUES CONTRE LE DROIT DU TRAVAIL

Front Line Defenders a lancé le rapport Les abus contre les défenseurs du droit du travail en Égypte, lors d'une conférence de presse à Paris, France, en collaboration avec le syndicat CFDT. Outre le coordinateur de protection de FLD pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord (MOAN) et la responsable du bureau de l'UE, le rapporteur spécial des Nations Unies pour les DDH, Michel Forst, et un DDH égyptien ont pris la parole devant les médias. Paris a été choisi pour le lancement de ce rapport en raison des conclusions d'une enquête de FLD, selon laquelle Naval Group, une société militaire française, était impliquée dans la répression des défenseurs du droit du travail. Le rapport a reçu une attention considérable dans les médias français et arabes. Lors d'une visite à Paris, le directeur adjoint de FLD, le coordinateur de protection pour le MOAN, la coordinatrice de la recherche et de la visibilité et le responsable de la communication et de la visibilité ont organisé une série de réunions de plaidoyer avec des membres du Parlement français, du ministère français des Affaires étrangères, du Pacte mondial de l'ONU sur les entreprises et les droits humains (division française) et finalement avec l'entreprise elle-même.

Suite à la couverture médiatique du rapport d'enquête à Alexandrie, le président français Emmanuel Macron a critiqué le gouvernement al-Sissi pour ses violations des droits humains lors de son voyage au Caire, ce qui est devenu le principal sujet médiatique de la réunion entre les deux présidents. Après un déplacement basé sur le plaidoyer à Bruxelles, FLD a réussi à faire en sorte que des députés européens adressent une lettre à Naval Group appelant la société à agir pour protéger les droits des DDH.




THE IRISH TIMES

NEWS | SPORT | BUSINESS | OPINION | LIFE & STYLE | CULTURE

Macron pivots towards focus on human rights abuses in Egypt

French president on visit to Cairo tells Sisi he should restore civil rights and liberties

Lara Marlowe Paris Correspondent

Emmanuel Macron lunched with Egyptian human rights defenders in Cairo on Tuesday at the end of a three-day visit marked by a significant shift in France's policy towards human rights abuses in the Arab world's most populous country.

l'Humanité

ÉGYPTE. LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES CIBLE DE LA VIOLENTE RÉPRESSION D'ETAT

Pierre Barbancey

Le rapport que vient de publier Front Line Defenders dévoile la répression en cours dans les usines et l'attitude d'entreprises françaises d'armement qui ferment les yeux au nom du profit.

[RECONAISSANCE] LE PRIX FLD

POUR COMMÉMORER LE 50E ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT DE STONEWALL, FRONT LINE DEFENDERS A RECONNU LE TRAVAIL DE 5 DDH LGBTI+ EN LEUR REMETTANT LE PRIX 2019

La cérémonie de remise des prix 2019 s'est tenue à Dublin le 17 mai, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (IDAHOT). Lors de la cérémonie, Mme Katherine Zappone, ministre irlandaise de l'Enfance et de la Jeunesse, a remis le prix au Tunisien Badr Baabou, nommé Lauréat mondial par un jury irlandais.

Badr est cofondateur et président de DAMJ (qui signifie "inclusion"), une organisation œuvrant pour l'égalité et la justice pour la communauté LGBTI+. Il est également coprésident de M-Coalition, le premier réseau régional sur les droits des HSH et le VIH dans la région MOAN, qui plaide pour un meilleur accès aux services de lutte contre le VIH dans les pays membres. Pour lui, il est important que les gens associent son visage et son nom à la lutte contre l'homophobie et la transphobie car beaucoup de monde - trop selon lui - reste anonyme.

Lauréate régionale Amériques, **Rosanna Marzan** (à gauche) a pris la tête d'une nouvelle vague visant à sensibiliser le public aux questions LGBTI+ en République Dominicaine. Pendant ses études de droit, Rosanna a fièrement représenté la communauté LGBTI+ de République Dominicaine lors d'une longue série de réunions politiques locales et internationales. Rosanna, qui se considère elle-même comme une "éducatrice sociale", œuvre avec ses collègues pour sensibiliser le public à la nécessité d'inclure l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression du genre et des caractéristiques sexuelles. **Shinta Ratri** (centre-gauche), lauréate régionale pour l'Asie-Pacifique, est une femme transgenre qui a cofondé Pondok Pesantren Waria al-Fatah, un internat islamique pour les personnes transgenres. Elle a ouvert l'école en 2008 à Yogyakarta dans le but de servir des femmes transgenres plus âgées coupées de leur famille et empêchées de pratiquer leur religion dans la plupart des centres islamiques du pays. En décembre 2015, **Eric Sambisa** est devenu la première personne au Malawi à faire son coming-out à la télévision nationale. L'année suivante, avec d'autres membres de la communauté LGBTI+, il a fondé la **Nyasa Rainbow Alliance** (au centre - droite), lauréate régionale Afrique, afin de soutenir et de défendre ouvertement les droits de la communauté. L'organisation propose un espace sécurisé à la communauté LGBTI+ pour discuter de problèmes de santé, recevoir un soutien médical, pratiquer sa religion, former un réseau, éduquer ses pairs et collaborer pour développer des projets de recherche. Lauréate régionale Europe et Asie centrale, **Veronika Lapina** (à droite) est universitaire et militante au sein du Russian LGBT Network. Après la divulgation de plusieurs rapports faisant état d'une vague de répression contre la communauté LGBTI+ en Tchétchénie, Veronika a rejoint le Réseau pour aider à mettre en sécurité et à protéger des membres ciblés de la communauté. Elle a risqué sa vie et sa liberté en se rendant en Tchétchénie, parfois seule, afin de mettre des personnes en sécurité en Russie. Grâce à son travail, plus de 100 personnes homosexuelles et bisexuelles ont été évacuées de Tchétchénie évitant ainsi le danger imminent auquel elles faisaient face.

Les lauréats ont pris la parole au New York Irish Centre et ont posé pour une photo avec Andrew Anderson à la délégation de l'UE à Washington, DC.

Badr Baabou pendant son discours lors de la Cérémonie du Prix à Dublin en Mai.

Pour célébrer les prix régionaux, des membres du personnel et du conseil d'administration de Front Line Defenders ont assisté à des événements organisés dans les pays des lauréats. La co-fondatrice et membre du conseil d'administration de FLD, Mary Lawlor, a remis le prix régional Europe et Asie centrale à Veronika Lapina lors d'une cérémonie organisée par l'ambassade d'Irlande à Moscou. Veronica Vidal, membre du conseil d'administration, a remis le prix régional Amériques à Rosanna Marzan à Santiago lors d'une réception organisée par la délégation de l'UE, puis les deux femmes ont été interviewées sur une station radio populaire. L'ambassade d'Irlande à Lilongwe a organisé une réception lors de laquelle Arnold Tsunga, membre du conseil d'administration, a remis le prix régional Afrique à la Nyasa Rainbow Alliance (NRA). La membre du conseil d'administration, Mary Jane Real, a remis le prix régional Asie-Pacifique à Shinta Ratri lors d'une réception organisée par l'ambassade d'Irlande à Jakarta, puis a rejoint Shinta dans son école de Yogyakarta pour le fêter avec la communauté. Le lauréat mondial, Badr Babou, a organisé une fête avec sa communauté à Tunis, à laquelle a assisté la responsable adjointe de la protection, Meerim Ilyas, qui représentait Front Line Defenders.

Outre les événements régionaux, Front Line Defenders a accueilli les 5 lauréats pour des événements organisés à New York et Washington, DC. En partenariat avec le HCDH, la Fondation de l'ONU, Outright International, le New York Irish Centre et l'Human Rights Campaign, des événements communautaires et de plaidoyer ont célébré les lauréats et leur travail et leur ont présenté des alliés de la communautés LGBTI+ dans le monde. À Washington DC, le LGBT Equality Caucus a organisé une réunion d'information au Capitol Hill, l'ambassadeur irlandais a convié le groupe à un déjeuner dans sa résidence et la délégation de l'UE a organisé une réception en soirée.

[IMPACT] SUBVENTIONS DE PROTECTION

Front Line Defenders octroie des subventions de protection aux défenseurs des droits humains en danger pour soutenir la mise en place de mesures de sécurité. Ces subventions peuvent contribuer à leur sécurité individuelle, à la sécurité de leurs bureaux et domiciles, à la relocalisation temporaire, aux frais médicaux, aux frais juridiques, à soutenir les membres de leur famille menacés / attaqués, à la sécurité numérique, au bien-être et à d'autres domaines que les DDH considèrent comme essentiels à leur sécurité et à leurs capacités à être résilient. [ ]

SOS Méditerranée en train de secourir des réfugiés en mer.

SOS Méditerranée, l'organisation humanitaire maritime de sauvetage des réfugiés en Méditerranée, est la cible de différentes formes de harcèlement et d'attaques. Le bureau de Marseille a été vandalisé à plusieurs reprises par des groupes d'extrême droite / extrémistes, tandis que certains membres ont subi des attaques physiques et continuent de recevoir des menaces sur Internet. La subvention de protection de Front Line Defenders a permis de financer un système d'alarme, des serrures sécurisées, une alarme anti-incendie et un logiciel antivirus.

SOS Méditerranée a indiqué que la subvention avait permis de minimiser certains risques notamment en permettant de prévenir : les agressions physiques contre des membres de SOS Méditerranée ; l'intrusion de personnes hostiles dans les bureaux ; le vol de données informatisées ou de documents sensibles concernant l'organisation, ses membres ou donateurs ; et le vol d'équipement / de matériel dans les bureaux de l'organisation.

Foromo Frédéric Loua.

En Guinée, l'avocat **Foromo Frédéric Loua** est directeur de Mêmes Droits pour Tous (MDT), une organisation qui travaille avec les communautés touchées par des projets miniers, qui soutient les victimes de violences de masse et d'exécutions extrajudiciaires et qui, en 2019, a fait campagne contre un projet d'amendement constitutionnel qui aurait permis au président Alpha Condé de briguer un troisième mandat.

MDT a intenté plusieurs procédures au niveau national et international contre des responsables politiques et militaires, ce qui augmente le risque de représailles. Foromo est également membre d'un collectif travaillant sur des textes juridiques relatifs à l'indemnisation et la réinstallation des communautés touchées par les activités minières en Guinée, et il dénonce régulièrement des actes antidémocratiques portant atteinte aux libertés publiques. Foromo a été visé par des menaces de mort, des visites suspectes, des écoutes téléphoniques et d'autres actes qui ont mis en danger sa vie ainsi que celle des membres de sa famille et de ses collègues. Avec l'augmentation des tensions dans le pays autour des efforts du président pour prolonger sa gouvernance, Foromo et MDT étaient exposés à un risque élevé d'agression et ont cherché une aide pour se protéger.

Front Line Defenders a répondu en accordant une subvention de protection pour renforcer la sécurité de l'organisation et la protection du DDH. La subvention a aidé MDT en finançant des mesures de sécurité pour les bureaux, notamment des caméras de vidéo-surveillance, un gardien non armé et un coffre-fort pour conserver les documents sensibles, ainsi que des mesures de sécurité pour Foromo, notamment un hébergement sécurisé et un gardien non armé.

© Aman

Aman (espace artistique féministe).

© Arab Foundation for Freedoms & Equality

Arab Foundation for Freedoms and Equality.

Au Liban, **l'Arab Foundation for Freedoms and Equality - AFEMENA** (en haut à droite) soutient les DDH du MOAN qui travaillent sur les droits sexuels et corporels et l'égalité des sexes - y compris des militants travaillant spécifiquement sur les questions LGBTI. Les autorités ont empêché la tenue de leur conférence annuelle, l'Union of Islamic Scholars a appelé à leur arrestation, et l'organisation et ses membres font l'objet d'une surveillance constante. Une subvention de protection a aidé l'AFEMA à sécuriser ses bureaux, notamment grâce à un système de vidéo-surveillance, une porte en métal et des capteurs.

En Jordanie, **Aman** (en haut à gauche) est un espace d'art féministe fondé en 2018 qui sert de lieu sûr pour la libre expression et la créativité sous un angle intersectionnel, permettant la création d'art et de culture qui défie les tendances et les discours prédominants dans le pays et la région. En raison de la nature sensible des problèmes présentés au sein d'Aman, les collectifs ont demandé une aide pour sécuriser le site physique à Amman. La subvention de protection a permis l'achat d'une porte en acier, de serrures sécurisées et d'un système d'interphone.

«L'espace Aman semble plus sûr, et de fait, il l'est, et les personnes qui y viennent peuvent le sentir. Nous nous sentons plus à l'aise, nous y travaillons plus, sans craindre que notre matériel soit utilisé ou volé. Au final, cela nous a aidé à nous concentrer sur notre travail plutôt que d'être tout le temps en alerte.»

[PLAIDOYER] LE BUREAU EUROPÉEN

Le bureau européen de Front Line Defenders à Bruxelles soulève des cas de défenseurs des droits humains en danger auprès des institutions compétentes de l'UE, y compris le Parlement européen, et des États membres afin de faire pression sur les autorités. Le bureau s'efforce également de mettre la question de la protection des DDH et du respect de leur travail au cœur des divers mécanismes de l'UE, accords commerciaux et relations bilatérales de l'UE avec d'autres pays. []

Front Line Defenders a mené une vaste campagne de plaidoyer en faveur des 9 défenseurs des droits humains de Guapinol , membres du Comité Municipal de Defensa de los Bienes Comunes y Públicos (CMDBCP), qui sont emprisonnés et attendent d'être jugés au Honduras. Le bureau européen était en contact quotidien avec des partenaires honduriens travaillant sur cette affaire et ont veillé à ce que leurs demandes soient portées à l'attention de l'UE, dans un contexte juridique qui évolue rapidement. Front Line Defenders a facilité des réunions entre la délégation de l'UE à Tegucigalpa et les partenaires locaux, y compris la Commission guatémaltèque des droits humains. La délégation de l'UE a rencontré des partenaires locaux en septembre et a discuté à la fois des détails de l'affaire et des problèmes structurels du mécanisme national de protection. Front Line Defenders est ensuite restée quotidiennement en contact avec la délégation de l'UE et ses partenaires locaux pour s'assurer que l'UE et les États membres étaient régulièrement informés de l'évolution de l'affaire, avant de demander officiellement à l'UE d'observer les audiences. La délégation de l'UE ainsi que d'autres missions des États membres (au total plus de 20 personnes) ont observé l'audience ; elles ont été les témoins directs de l'acharnement judiciaire contre les DDH et de la partialité du juge. À la suite de l'observation du procès et en s'appuyant sur la relation établie, Front Line Defenders a demandé à l'UE de faire preuve de solidarité avec les DDH en leur rendant visite en prison. En décembre, des représentants de la délégation de l'UE et des ambassades de France, d'Espagne et d'Allemagne ont rendu visite aux DDH en prison avec leur avocat. Les diplomates se sont engagés à suivre cette affaire jusqu'à la fin du processus judiciaire.

Banderole lors d'une manifestation à Bruxelles soutenant les DDH emprisonnés.

Le bureau européen de Front Line Defenders a co-organisé le Forum annuel UE-ONG sur les droits humains à Bruxelles, qui a réuni près de 200 défenseurs des droits humains, organisations de la société civile, personnalités de haut niveau et diplomates les 3 et 4 décembre. Le thème de l'événement était le lien naissant entre les droits humains et l'environnement, et le forum était destiné à apporter une contribution aux politiques environnementales prioritaires de la nouvelle Commission européenne. FLD a invité plus de 10 DDH soutenus par l'UE et a ébauché la session sur les défenseurs des droits humains.

En effet, à la suite de cette session, le nouveau Le plan d'action en faveur des droits de l'Homme et de la Démocratie (publié début 2020) mentionne explicitement : «Les droits de l'Homme seront également intégrés dans les politiques internes, en particulier dans les domaines prioritaires du Pacte Vert, comme environnement» ; et «les droits de l'Homme et la Démocratie seront promus de manière systématique et cohérente dans tous les domaines de l'action extérieure de l'UE (par exemple le commerce, l'environnement, le développement)». En ce qui concerne les DDH en particulier, la nouvelle politique stipule que «l'UE soulèvera des cas individuels liés, notamment, au droit à la terre, au droit du travail, aux ressources naturelles, aux questions environnementales, au changement climatique et à ceux résultant d'atteintes commises par les entreprises…».

SOULEVER DES CAS

Le bureau de l'UE a mis en lumière le harcèlement contre trois défenseurs sahraouis des droits humains au Maroc en mai 2019 auprès de la délégation de l'UE et des ambassades des États membres, ainsi que des députés européens. L'UE et la Suède ont exercé des pressions sur le gouvernement marocain lors de réunions officielles sur les cas de Naziha El Khalidi, Brahim Dihani et Ali Saadouni dont les audiences étaient à venir. Les eurodéputés ont adressé une lettre au ministère des Affaires étrangères faisant part de leurs préoccupations concernant ces affaires. Suite à cela, en juillet 2019, Brahim Dihani a été acquitté, Naziha El Khalidi n'a été condamnée qu'à une amende au lieu d'une peine de prison. Cependant, Ali Saadouni a été jugé et condamné à sept mois d'emprisonnement.

Suite à des menaces de reprise de terres indigènes au Brésil, le bureau européen a obtenu une réunion entre la délégation de l'UE et la coordinatrice de protection de FLD pour l'Amérique latine. La délégation de l'UE, ainsi que 15 États membres, ont reçu des défenseurs des droits humains du Para à l'occasion de leur réunion locale sur la coordination des droits humains afin de déterminer une éventuelle action de l'UE. L'une de ses DDH était Claudelice Silva Dos Santos, nommée au prix Sakharov 2019. Depuis, une attention accrue est portée aux défenseurs brésiliens de l'environnement au niveau de l'UE.

En août, Front Line Defenders a facilité une réunion entre un membre de Feminita - une organisation qui travaille sur les droits LBTIQ, les droits des femmes et les droits des travailleurs du sexe - pour discuter d'une affaire actuellement intentée contre l'organisation au Kazakhstan (refus d'enregistrement en tant qu'ONG) et pour demander officiellement que l'UE observe le procès. La délégation de l'UE s'est rendue à Almaty pour observer le procès (qui a été reporté afin de retarder encore plus l'obtention des droits de l'ONG). Les représentants de l'UE ont invité les membres de Feminita à un dîner avec d'autres organisations de la société civile. Depuis, Feminita et la délégation de l'UE sont en contact pour suivre l'avancement de l'affaire, et Feminita a été invitée à soumettre sa contribution au dialogue UE-Kazakhstan 2019 sur les droits humains - ce qu'elle ne pouvait faire auparavant qu'à travers ILGA Europe.

Ci-dessus, de gauche à droite : Naziha El Khalidi ; Brahim Dihani ; Ali Saadouni ; Claudelice Silva dos Santos ; logo de Feminita

Claudelice Silva Dos Santos, nommée au prix Sakharov, à l'UE.

© Inês Pereira

[CAPACITÉ] ANALYSE DES RISQUES & PLANIFICATION DE LA PROTECTION

RÉPONDRE AUX DEMANDES

En 2019, 133 DDH en danger ont bénéficié de réunions en tête-à-tête dans le cadre du programme d'analyse des risques et de planification de la protection (ARPP), lors d'ateliers d'une durée de 3 à 5 jours, afin de de comprendre de façon plus approfondie la mise en œuvre de mesures efficaces pour atténuer les risques.

Afin de répondre à la demande des DDH en **Europe et en Asie centrale (EAC)** pour plus de formation sur la sécurité, Front Line Defenders a engagé un expert en renforcement des capacités basé en EAC afin de mieux répondre aux besoins dans cette région. Une formation de formateurs (FdF) sur l'ARPP a été organisée dans la région ; il s'agissait de deux ateliers et de travaux écrits. Des DDH de Biélorussie, du Kazakhstan, de Russie et d'Ukraine y ont participé, et ont travaillé pour mieux comprendre et utiliser les outils d'analyse du contexte, des risques et des menaces ; ils ont partagé les compétences et les expériences en matière de protection ; créé / amélioré des plans de protection personnelle et créé / amélioré des plans de protection organisationnelle ; et accentué la capacité à former / encadrer les DDH sur l'ARPP. Un atelier a été organisé pour les DDH russes qui œuvrent pour la protection des survivantes de violences conjugales. ❑

Des FDDH chiliennes brandissent des images d'elles-mêmes dans le cadre de l'atelier sur la protection.

107
CONSULTATIONS ET ATELIERS

METTRE LES DDH EN SÉCURITÉ

Front Line Defenders a renforcé son **programme de conseiller en sécurité** tout au long de 2019, avec 107 consultations et ateliers, qui ont permis d'atteindre 554 DDH dans toutes les régions du monde. Le conseiller en sécurité travaille avec les DDH les plus exposés au danger dans le monde entier pour planifier la sécurité individuelle de façon adaptée à leurs besoins et aux menaces spécifiques auxquelles ils sont confrontés ; en 2019, il a fait des consultations en personne dans 13 pays et a effectué plusieurs voyages dans trois pays.

En 2019, le conseiller en sécurité a apporté de l'aide sur des sujets allant de l'atténuation des effets des intrusions par effraction dans les bureaux et les domiciles, la collaboration avec les DDH pour voyager en toute sécurité, les stratégies de sécurité organisationnelle, les exercices de simulation, la préparation de manifestations et de mobilisations pacifiques, ainsi que les stratégies de protection collective, communautaire et traditionnelle dans les communautés isolées. Le conseiller en sécurité a travaillé avec des DDH particulièrement isolés dans des pays tels que le Tchad. Souffrant de la combinaison entre la répression et les graves difficultés financières et liées à la pauvreté, les DDH ont exprimé un sentiment d'isolement par rapport au mouvement des droits humains dans ces zones difficiles d'accès. Le soutien pratique de FDL a contribué à leur protection et à la lutte qu'ils mènent.

SOUTIEN AUX RÉSEAUX

Suite au lancement en 2018 du rapport de Front Line Defenders sur les défis auxquels sont confrontés les DDH en Zambie et après la création du Réseau zambien des défenseurs des droits humains (ZHRDN), FLD s'est mobilisée pour développer les capacités des DDH dans le pays en matière de sécurité physique et numérique. 16 DDH ont participé à un atelier combinant l'ARPP et la protection numérique, organisé avec le ZHRDN. Ailleurs en Afrique, un atelier a été organisé en RDC pour un réseau de DDH écologistes.

Dans la région des Amériques, un expert local a organisé une formation en trois parties sur l'ARPP et la protection numérique pour des DDH autochtones et des zones rurales au Brésil, dans le cadre d'un partenariat de protection sur le long terme. Tout juste quelques jours après les manifestations étudiantes au Chili, Front Line Defenders a organisé un atelier sur l'ARPP à Santiago pour les FDDH. Les participants ont utilisé l'atelier pour prévoir des mesures immédiates à mettre en œuvre dans le contexte de la répression accrue contre les manifestants et des actions ciblées contre les DDH.

En Asie, un atelier de formation de formateurs s'est tenu en novembre à l'intention de DDH d'Inde, d'Indonésie, des Philippines et du Sri Lanka, y compris des leaders ruraux et autochtones. En début d'année, un atelier sur l'ARPP a été organisé pour des DDH des zones rurales dans le nord du Sri Lanka.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des ateliers ont été organisés pour les DDH libyens exposés à un risque élevé, et un atelier d'ARPP et de protection numérique a été organisé pour des DDH marocains avec lesquels Front Line Defenders travaille dans le cadre d'un partenariat de protection à plus long terme.

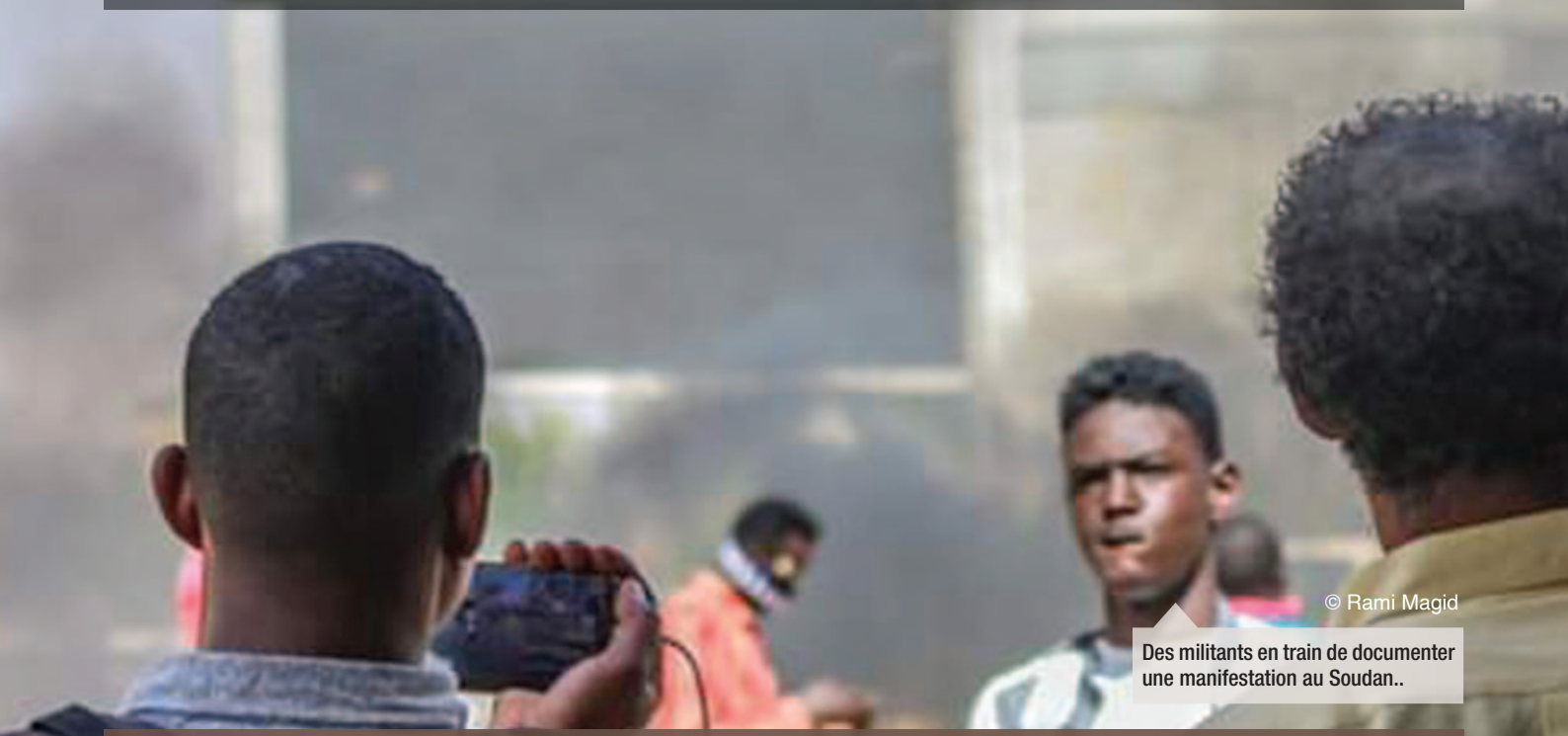
Formation de formateurs.

Atelier RAPP.

Des FDDH et la formatrice en ARPP Lina Solano lors de l'atelier au Chili.

[CAPACITÉ] PROTECTION NUMÉRIQUE

Le programme de protection numérique offre une réponse et un soutien ciblés aux DDH qui subissent ou risquent de subir des attaques sur les plateformes numériques, y compris le piratage, le doxxing et d'autres efforts visant à interférer avec leur travail de DDH. Les coordinateurs régionaux de protection numérique (CPN) ont fourni à la fois un soutien numérique rapide et un soutien préventif pour renforcer les capacités, en soutenant 382 DDH et 200 organisations de défense des droits humains dans 66 pays. En outre, Front Line Defenders a organisé 24 ateliers pour 294 DDH en 2019.



© Rami Magid

Des militants en train de documenter une manifestation au Soudan..

Une **FDDH kenyane** a utilisé ses comptes de réseaux sociaux pour dénoncer le degré de corruption dans le pays et pour organiser des manifestations populaires. La mobilisation qu'elle a initiée a entraîné plusieurs autres manifestations dans le pays. Suite à cela, elle a été prise pour cible par une campagne de diffamation. Elle a contacté FLD pour demander de l'aide lorsqu'elle a senti que sa vie était en danger et qu'elle commençait à déprimer. Grâce à la reconfiguration de son travail et de ses comptes sur les réseaux sociaux, le dépôt de plainte sur des plateformes et des conseils sur la manière d'utiliser un téléphone de façon sécurisée, elle a pu reprendre le travail efficacement.

Atelier sur la protection numérique en Irak.

Atelier sur la protection numérique en Tanzanie.

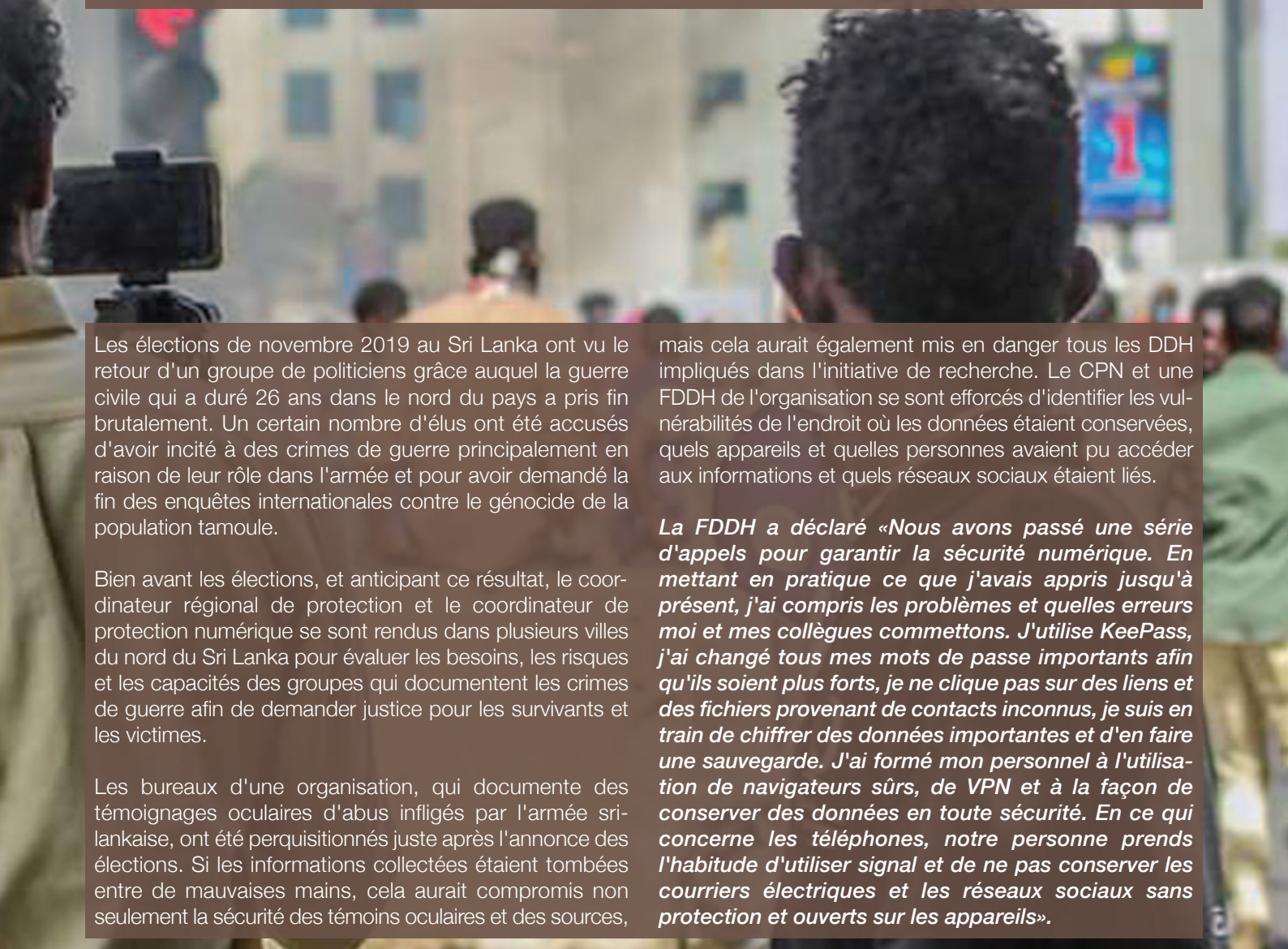
«LE COORDINATEUR DE PROTECTION NUMÉRIQUE M'A ENSEIGNÉ CLAIREMENT TOUS LES OUTILS POUR SÉCURISER MON TRAVAIL ET MES DOCUMENTS, COMME LA PROTECTION DE LA MESSAGERIE INSTANTANÉE AVEC SIGNAL ET LES MOTS DE PASSE À L'AIDE DE KEYPASS. IL M'A APPRIS L'ASPECT PSYCHOSOCIAL DE LA SÉCURITÉ QUE JE N'AVAIS JAMAIS SAISI LORS D'AUTRES COURS SUR LA SÉCURITÉ.»

– UN DDH, INDONÉSIE

FACTum

Depuis plusieurs années, les CPN aident Revista Factum, un magazine d'informations alternatives du Salvador. En octobre, l'administrateur du site web a contacté FLD car son site web avait été attaqué et qu'il était inaccessible. Le coordinateur régional de protection numérique a conclu que le site web avait été la cible d'une attaque par déni de service (DDoS). Pour un site d'actualités en ligne, cela représentait une urgence grave.

Au moment où FLD a été contactée, l'attaque était en cours depuis 72 heures. FLD a aidé à migrer le site web vers Qurium, spécialisé dans l'atténuation de ce type d'attaque. En moins de 24 heures, le site a été restauré sans autre interruption. Avec Qurium, FLD a analysé les fichiers journaux du site Web pour voir qui avait attaqué. Cette analyse a montré qu'avant le début de l'attaque, le site Web a été scanné dans le but de détecter les vulnérabilités du Central Americas Software Services (CASS), également basé au Salvador. Fort de cette information, le magazine est en train de mener une investigation journalistique sur l'attaque qui sera publiée.



Les élections de novembre 2019 au Sri Lanka ont vu le retour d'un groupe de politiciens grâce auquel la guerre civile qui a duré 26 ans dans le nord du pays a pris fin brutalement. Un certain nombre d'élus ont été accusés d'avoir incité à des crimes de guerre principalement en raison de leur rôle dans l'armée et pour avoir demandé la fin des enquêtes internationales contre le génocide de la population tamoule.

Bien avant les élections, et anticipant ce résultat, le coordinateur régional de protection et le coordinateur de protection numérique se sont rendus dans plusieurs villes du nord du Sri Lanka pour évaluer les besoins, les risques et les capacités des groupes qui documentent les crimes de guerre afin de demander justice pour les survivants et les victimes.

Les bureaux d'une organisation, qui documente des témoignages oculaires d'abus infligés par l'armée sri-lankaise, ont été perquisitionnés juste après l'annonce des élections. Si les informations collectées étaient tombées entre de mauvaises mains, cela aurait compromis non seulement la sécurité des témoins oculaires et des sources, mais cela aurait également mis en danger tous les DDH impliqués dans l'initiative de recherche. Le CPN et une FDDH de l'organisation se sont efforcés d'identifier les vulnérabilités de l'endroit où les données étaient conservées, quels appareils et quelles personnes avaient pu accéder aux informations et quels réseaux sociaux étaient liés.

La FDDH a déclaré «Nous avons passé une série d'appels pour garantir la sécurité numérique. En mettant en pratique ce que j'avais appris jusqu'à présent, j'ai compris les problèmes et quelles erreurs moi et mes collègues commettons. J'utilise KeePass, j'ai changé tous mes mots de passe importants afin qu'ils soient plus forts, je ne clique pas sur des liens et des fichiers provenant de contacts inconnus, je suis en train de chiffrer des données importantes et d'en faire une sauvegarde. J'ai formé mon personnel à l'utilisation de navigateurs sûrs, de VPN et à la façon de conserver des données en toute sécurité. En ce qui concerne les téléphones, notre personne prends l'habitude d'utiliser signal et de ne pas conserver les courriers électriques et les réseaux sociaux sans protection et ouverts sur les appareils».

Front Line Defenders a apporté une aide urgente et essentielle aux DDH impliqués dans des manifestations dans toute la région MOAN en 2019.

Le coordinateur de protection numérique pour le MOAN (CPN) a donné des conseils sur la protection et ouvert des comptes VPN aux DDH et aux organisations pendant les manifestations qui ont eu lieu au Soudan, en Algérie, en Irak, en Iran et au Liban après que les autorités locales ont tenté de bloquer les réseaux sociaux, et dans certains cas, ces dernières ont bloqué internet pendant les manifestations.

Le CPN a également facilité la fermeture immédiate des comptes sur les réseaux sociaux de plusieurs manifestants arrêtés, ce qui a permis de protéger leurs réseaux et contribué à leur libération.

Lors de la campagne militaire turque dans le nord de la Syrie contre des groupes kurdes, le CPN a aidé les DDH et les organisations à accéder aux réseaux sociaux bloqués par les autorités turques dans la région frontalière syrienne.

[PLAIDOYER] RAPPORT SUR LES DEFENSEURS DES DROITS DES MIGRANTS

En septembre 2019, Front Line Defenders a publié un nouveau rapport conjoint révélant que les défenseurs des droits des migrants protégeant les familles de migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et d'autres personnes le long des routes migratoires du Honduras aux États-Unis sont confrontés à de graves menaces de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. Le rapport Defenders Beyond Borders (les défenseurs au-delà des frontières) est un partenariat entre Front Line Defenders, le Programa de Asuntos Migratorios de la Universidad Iberoamericana Tijuana-Ciudad de México (PRAMI) et Red TDT. Le rapport présente des documents, des vidéos et des témoignages directs d'attaques et d'arrestations aux États-Unis et au Mexique, perpétrées par les douanes et la protection des frontières américaines, la police fédérale mexicaine, des milices non étatiques et l'armée mexicaine. [...]

Hector Ruiz, avocat du Santa Fe Dreamers Project.

© Santa Fe Dreamers Project

Un article dans la presse mexicaine à propos du lancement du rapport sur les défenseurs des droits des migrants.

Lancement du rapport à Washington, DC avec (de gauche à droite), Hector Ruiz, Ángeles Hernández et Gabriela Castañeda

Les chercheurs des 3 organisations ont interrogé plus de 30 défenseurs des droits humains dans 10 villes des deux côtés de la frontière américano-mexicaine, et le long des routes migratoires au Mexique, au Honduras, au Guatemala et au Salvador. De nombreux défenseur-ses interrogés sont eux-mêmes des migrants actuels, des réfugiés, des demandeurs d'asile ou des personnes sans papiers. L'enquête révèle que les défenseurs des droits des migrants protégeant les familles de migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes LGBTI+ et d'autres personnes le long des routes migratoires du Honduras aux États-Unis sont confrontés à de graves menaces de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. Aux États-Unis, au Mexique et au Guatemala, les défenseurs sont persécutés pour avoir apporté une aide humanitaire, notamment en distribuant de la nourriture, de l'eau et des fournitures médicales et pour avoir géré des abris d'urgence pour les familles de migrants.

Le rapport a été lancé à Mexico et à Washington DC la semaine du 23 septembre, en collaboration avec divers événements et partenaires dans les deux villes. À Washington DC, Front Line Defenders a accueilli les DDH Hector Ruiz et Gabriela Castañeda pour trois jours de réunions de plaidoyer et de conférences de presse liées au rapport, notamment au Capitol Hill. Le lancement à Mexico City a été largement couvert par la presse locale, avant la tenue de plusieurs réunions avec des représentants du gouvernement et des diplomates. Au Mexique, des vidéos de la campagne de soutien aux défenseurs des droits des migrants ont été présentées lors d'un festival international de musique, le Festival Solar GNP, à Morelos

[STRATÉGIE] LA VISIBILITÉ EN GUISE DE PROTECTION

En 2019, Front Line Defenders a continué à développer et à étendre son programme d'ateliers Visibilité en guise de Protection (Visibility for Protection - VfP). Des ateliers ont été organisés dans 8 pays, avec plus de 110 DDH participants.

Front Line Defenders s'est associée à l'International Service for Human Rights (ISHR) pour organiser une série d'ateliers VfP en Mongolie, au Népal et aux Philippines afin de soutenir les efforts visant à introduire une législation sur la protection des DDH dans chaque pays. Tandis que les ateliers au Népal et aux Philippines ont appuyé l'activisme général des DDH, un partenariat plus étendu a été établi avec les DDH mongols pour mener une campagne multimédia afin de préparer le terrain pour proposer une loi nationale. Lors de l'atelier à Oulan-Bator, les DDH ont formé un groupe de travail et ont commencé à réfléchir à une campagne pour renforcer le soutien du public envers les DDH, un volet de la campagne ciblant spécifiquement les communautés d'éleveurs par le biais d'une série de spots télévisés diffusés sur une chaîne satellite populaire et une série d'événements communautaires locaux. La campagne a été lancée lors de la Journée internationale des droits humains en décembre, et diffusée sur la chaîne de télévision nationale tout au long de la journée.

Dans le cadre d'un partenariat de deux ans avec Oxfam / Novib, l'équipe de visibilité a organisé trois ateliers VfP - au Niger, en Israël et en Palestine.

L'atelier au Niger a réuni 15 DDH travaillant sur la lutte contre la corruption, les droits des femmes, les industries extractives et les droits économiques. La plupart des participants - ou leurs collègues - ont subi des attaques diffamatoires et ont été accusés d'être des traîtres et des opposants politiques, et ces attaques ont ensuite conduit à des arrestations et à un climat de peur et de méfiance au sein de la société civile. Suite à l'atelier, les participants ont indiqué avoir une connaissance accrue des types de risques liés à la visibilité, comment les analyser et comment construire de manière proactive des campagnes et des stratégies de visibilité pour contrer les récits négatifs à leur sujet.

L'atelier en Israël a réuni des DDH travaillant pour des organisations qui apportent un soutien juridique aux victimes palestiniennes de violations des droits humains et faisant campagne pour le droit à la liberté de circulation des habitants de Gaza, tandis que l'atelier palestinien comprenait des DDH travaillant sur les droits des femmes, la liberté de la presse et enquêtant sur les violations perpétrées par l'armée israélienne et les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne.

Atelier Visibilité en guise de protection en Mongolie.

VfP en Palestine, aux Philippines et au Niger.

[COMMUNAUTÉ] ÉVÉNEMENTS EN IRLANDE

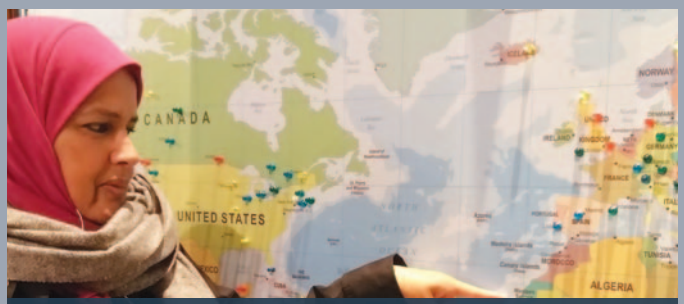
Publié par Front Line Defenders et Fighting Words, **Yes, We Still Drink Coffee! Stories Of Women Human Rights Defenders** (Oui nous buvons toujours du café! Histoires de défenseuses des droits humains) rassemble les témoignages forts de FDDH d'Égypte, du Koweït, de Palestine, de Tunisie, de Turquie, de Somalie et du Soudan, partagées avec les écrivaines Laura Cassidy, Catherine Dunne, Hilary Fannin, Lia Mills, Azra Naseem, Sheila O'Flanagan et Melatu Uche Okorie. Ces témoignages de courage reflètent le travail vital et souvent dangereux de FDDH, et nous montrent également que ce sont des mères, des sœurs, des épouses, des partenaires et des filles qui font toujours les choses du quotidien malgré une vie extraordinaire dans des moments extraordinaires.
Le livre a été lancé lors de la Fête du livre de Dublin en Irlande et lors de la Fête du livre de Belfast en Irlande du Nord.

LANCEMENT DE YES, WE STILL DRINK COFFEE! STORIES OF WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS DRINK COFFEE! STORIES OF WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS.

L'écrivaine Catherine Dunne lors du lancement du livre à Belfast.

Tara Madden (FLD) expliquant le rôle des DDH aux élèves d'une classe de CM2 à l'école primaire John Scottus, Dublin, le 29 mai

Front Line Defenders a été invitée à prononcer le discours d'ouverture lors de la conférence Model United Nations organisée par des élèves de l'école secondaire Loreto de Clonmel le 27 février.



Pendant le programme repos et répit à Dublin, El Ghalia Djimi du Sahara occidental a parlé de son expérience lorsqu'elle défend les droits des Sahraouis lors d'une conférence pour les étudiants en droit au Griffith College de Dublin, le 14 mars et lors d'une conférence au Trinity College de Dublin le 27 mars. Elle a manifesté en faveur de Nasrin Sotoudeh à Dublin après qu'un tribunal a condamné la FDDH iranienne à 33 ans de prison et 148 coups de fouet.

Meilyn Zendaya Gamez Mendoza prenant la parole lors du Dublin Arts & Human Rights Festival.

Du 27 au 29 septembre, Front Line Defenders et Smashing Times ont organisé le Dublin Arts & Human Rights Festival, en partenariat avec le Trinity College de Dublin, l'Irish Council for Civil Liberties, Trocaire et Fighting Words, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Le festival a présenté le travail extraordinaire des défenseurs des droits humains en Irlande et dans le monde, reliant les arts à la société civile, la citoyenneté active et la politique à travers une série de performances, de projections de films, de musique, de danse, d'ateliers artistiques et de tables rondes. Les temps forts comprenaient des discussions sur la contestation du pouvoir des entreprises et le droit de manifester, une soirée de slam poétique intitulée Righteous Verse (Les vers justes), ainsi qu'une projection de film et un débat autour de la question des droits des personnes LGBTI+ dans le monde.

Ci-dessus, de haut en bas : Table ronde sur le genre pendant le festival ; au milieu - activités pendant un atelier ; en bas - bénévoles de FLD.

[RÉSILIENCE] FDDH ET DIFFAMATION

Des FDDH assistant à un atelier sur la diffamation à l'encontre des FDDH à Rio de Janeiro

Les campagnes de diffamation, la calomnie et les attaques en ligne sont des tactiques couramment utilisées contre les défenseuses des droits humains (FDDH), mais leur impact est souvent ignoré ou négligé. Ces campagnes affectent le quotidien des FDDH, ferment les portes à des opportunités en dehors de leur travail en faveur des droits humains et peuvent avoir des conséquences durables sur les défenseuses, leur famille, leurs communautés et leur travail. Ces campagnes sont orchestrées par des représentants de l'État, des mouvements nationalistes, des groupes extrémistes ou des entreprises, et elles peuvent prendre différentes formes, y compris via des médias publics ou privés. Ces campagnes remettent en question la crédibilité des FDDH en tant que femmes, ainsi que la légitimité de leur travail de défense des droits humains, d'une façon très visible et publique. Outre le fait de diffuser de fausses informations ou de donner une fausse interprétation à certains événements, ces messages sont souvent chargés de discours haineux qui incitent - directement ou indirectement - des attaques contre les FDDH par une communauté plus large.

Pour répondre à ces tendances, Front Line Defenders, en collaboration avec d'autres partenaires, prévoit une série d'activités pour soutenir les défenseuses des droits humains dans trois régions, les Amériques, l'Asie centrale et l'Afrique orientale. Le premier événement, une réunion approfondie organisée à Rio, au Brésil, a porté sur la diffamation et son impact sur les femmes autochtones et en zones rurales, et les FDDH ont débattu de la manière de changer cette tendance, de la contrer et d'élaborer des stratégies d'acceptation.

Ci-dessus, Atelier sur la diffamation des FDDH au Brésil.

«LES CAMPAGNES DE DIFFAMATION, LA CALOMNIE ET LES ATTAQUES EN LIGNE SONT DES TACTIQUES COURAMMENT UTILISÉES CONTRE LES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS...»

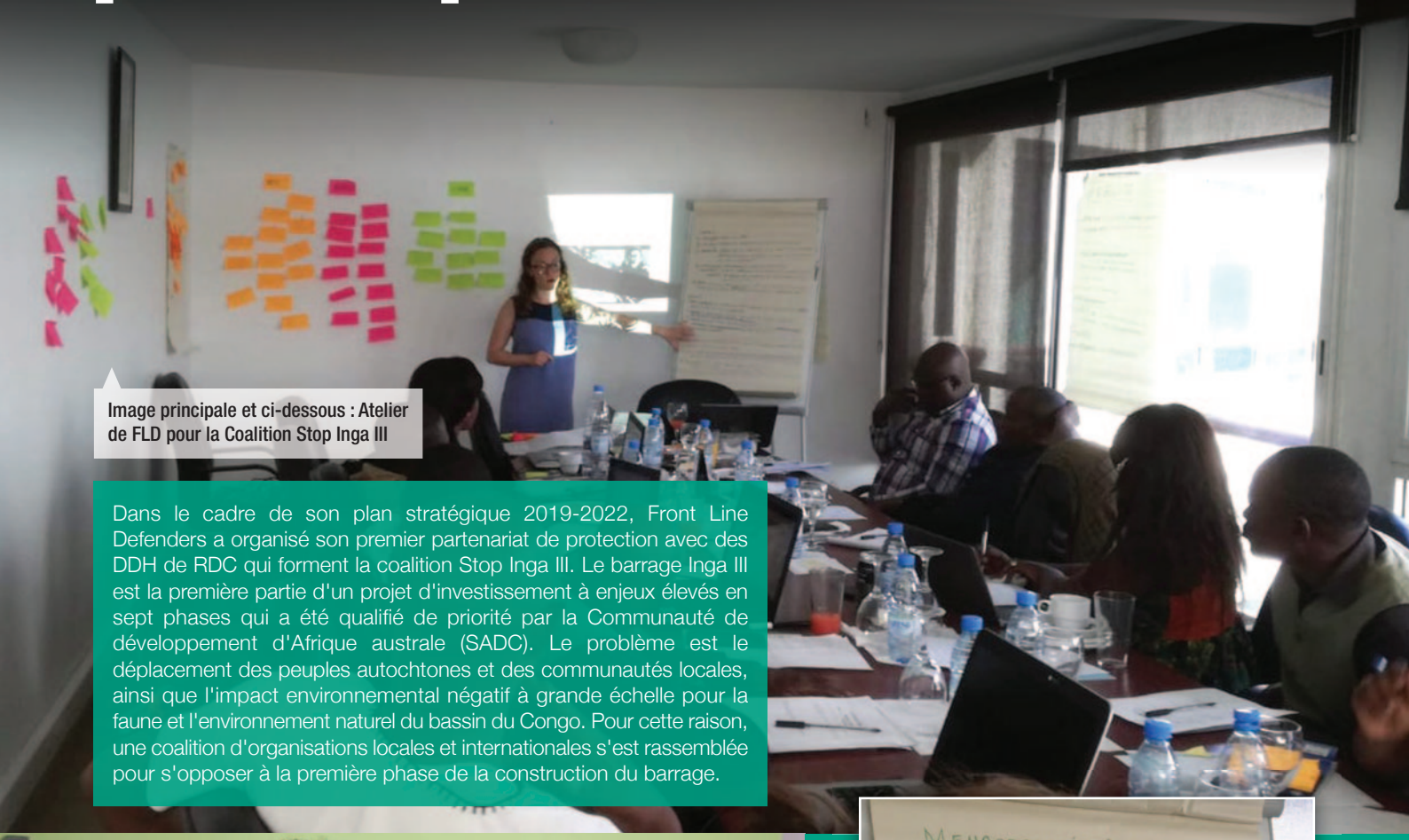
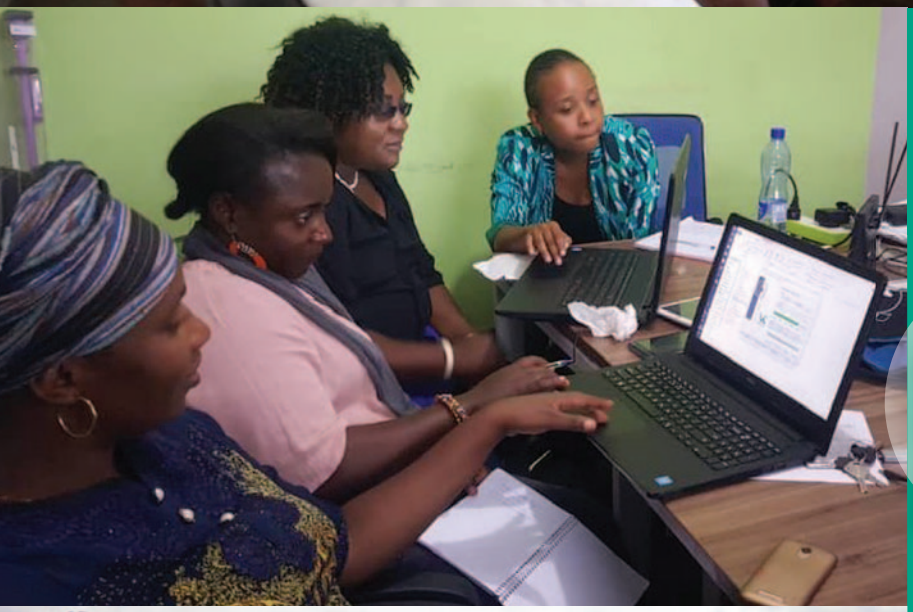


Image principale et ci-dessous : Atelier de FLD pour la Coalition Stop Inga III

Dans le cadre de son plan stratégique 2019-2022, Front Line Defenders a organisé son premier partenariat de protection avec des DDH de RDC qui forment la coalition Stop Inga III. Le barrage Inga III est la première partie d'un projet d'investissement à enjeux élevés en sept phases qui a été qualifié de priorité par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Le problème est le déplacement des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que l'impact environnemental négatif à grande échelle pour la faune et l'environnement naturel du bassin du Congo. Pour cette raison, une coalition d'organisations locales et internationales s'est rassemblée pour s'opposer à la première phase de la construction du barrage.



11 SUBVENTIONS DE PROTECTION

Front Line Defenders a organisé plusieurs ateliers sur une période de 10 mois en 2019. 43 DDH ont participé aux ateliers, notamment à Visibilité en guise de protection, à une formation à la protection numérique (2) et aux consultations de suivi, à une formation sur l'ARPP et une formation à la sécurité physique. Outre les ateliers sur le renforcement des capacités, 11 subventions de protection ont été accordées pour mettre en place des mesures de sécurité. De nombreux DDH ont souligné lors de conversations ou d'enquêtes qu'ils ne pensaient pas, avant le Partenariat pour la protection, pouvoir être plus en sécurité tout en continuant leur travail. Ils s'étaient résignés à une vie pleine de danger, sans savoir qu'il y avait des outils et des tactiques pour atténuer ce risque. Ce fut peut-être la leçon la plus importante du partenariat de protection.

[RÉSILIENCE] REPOS ET RÉPIT

En 2019, Front Line Defenders a soutenu 23 DDH de 11 pays grâce à son programme repos et répit. Les DDH en situation de stress et d'épuisement professionnel ont pu se reposer, explorer de nouveaux endroits et passer du temps avec les membres de leur famille. 11 DDH de Colombie, d'Asie de l'Est, d'Iran, du Mexique, du Maroc et du Sahara occidental ont été accueillis en Irlande, tandis que d'autres ont reçu de l'aide pour passer du temps loin du travail dans leur propre pays ou région. []

Mohamed Ed-Daoudy et Cormac McAleer.

En décembre, le défenseur de l'environnement amazigh, **Mohamed Ed-Daoudy**, a rejoint par solidarité le défenseur de l'environnement d'Irlande du Nord, **Cormac McAleer**, au camp de protestation Save our Sperrins dans les montagnes de Sperrin. Cormac a été menacé pour avoir manifesté contre l'impact sur la région d'une mine d'or active près des montagnes Sperrin, une zone considérée d'une beauté exceptionnelle. Mohamed, mieux connu sous le nom de Moha, fait également face à des risques en tant que l'un des principaux membres d'un mouvement social contre une mine d'argent appartenant à la famille royale marocaine qui a pompé la réserve d'eau de la communauté d'Imider. Les deux DDH se sont rencontrés lors de la plateforme de Dublin en octobre, et Cormac a invité son collègue défenseur à lui rendre visite. Mohamed a également suivi des cours d'anglais et a parlé de son travail lors d'événements organisés à Derry et Belfast à l'occasion du Northern Ireland Human Rights Festival.

Meilyn Zendaya Gamez Mendoza et Dandara Rudsan à Dublin.

La FDDH Colombienne **Meilyn Zendaya Gamez Mendoza** a été invitée en Irlande dans le cadre du programme repos et répit, où elle a également assisté à la plateforme de Dublin et au Dublin Human Rights Festival. Meilyn est une FDDH trans qui coordonne le réseau Marcha Patriótica en Norte de Santander, Colombie, un mouvement social et politique créé en 2012 pour plaider en faveur d'une résolution négociée du conflit armé, une réparation pour les victimes, une réforme agraire et la souveraineté populaire. À la fin de son séjour, elle a déclaré: «Ce que j'ai le plus apprécié, c'est d'avoir rencontré tant de personnes courageuses pendant la Plateforme de Dublin qui m'ont aidée à grandir de bien des manières et à ne pas me sentir seule dans cette lutte pour les droits humains. Ce réseau mondial de défenseurs des droits humains m'a donné du courage pour ce qui est à venir»

[SE SOUVENIR] LE MÉMORIAL DES DDH

En novembre 2019, FLD a organisé une réunion du Mémorial des DDH à Dublin réunissant des représentants d'ONG partenaires au Honduras, en Colombie, au Guatemala, au Mexique, en Inde et aux Philippines. La discussion a porté sur l'élaboration de stratégies pour que la communauté internationale puisse demander des comptes aux coupables dans un climat d'impunité générale. Les principaux problèmes qui appuient ce déni de justice sont notamment la corruption endémique incontrôlée, les stratégies de développement économique fondées sur les industries extractives et les mégaprojets, le racisme / la discrimination, les institutions inefficaces et le manque de volonté politique de poursuivre des enquêtes solides. []

Des membres de la coalition Mémorial des DDH se sont rencontrés à Dublin.

[MANIFESTATION] SET THEM FREE

Le 3 octobre, plus de 100 DDH venant de plus de 90 pays ont défilé en solidarité avec les défenseurs détenus. La marche les a conduits de Dublin Castle jusqu'à la cathédrale Christchurch dans le cadre de la campagne Set them Free (Libérez-les), qui appelait à leur libération par le biais d'un plaidoyer sur des affaires trop souvent oubliées.

Manifestation pour la campagne Set Them Free devant la cathédrale Christchurch à Dublin

La coordinatrice de protection pour les Amériques et le consultant en protection numérique de Front Line Defenders ont effectué une mission de 3 jours à Temuco, au Chili, en septembre pour donner des conseils et apporter un soutien en matière de protection physique et numérique à la famille du lauréat du prix Goldman 2019 pour l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, le DDH emprisonné **Alberto Curamil**, aux membres de la communauté Mapuche, ainsi qu'à des avocats et des parties prenantes impliqués dans son affaire. Suite à cela, FLD a octroyé une subvention de protection à l'organisation d'Alberto Curamil, Alianza Territorial Mapuche (ATM), et a mené une campagne directe par le biais d'appels urgents auprès des États membres et des institutions de l'UE. Après plus d'un an de détention, Alberto Curamil a été unanimement acquitté par trois juges en décembre 2019.

Alberto Curamil et sa famille après sa libération.

«C'EST UN FAIT, LA SOLIDARITÉ EST L'UN DES FACTEURS LES PLUS IMPORTANTS DANS LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE. VOTRE SOLIDARITÉ REFLÈTE NOTRE DÉTERMINATION À COMBATTRE ET RENFORCE NOTRE ESPRIT CAR NOUS SAVONS QUE NOUS NE SOMMES PAS SEULS»
– DDH, TURQUIE

Foly Satchivi et sa famille après sa libération.

Le 16 octobre 2019, **Foly Satchivi** a été libéré à Lomé, au Togo, en vertu d'une grâce présidentielle après avoir purgé neuf mois de prison sur une peine de 3 ans. Le DDH a été inculpé pour «rébellion», «apologie et incitation à commettre des crimes et délits» et «troubles graves de l'ordre public» avant le lancement d'une conférence de presse qu'il avait organisée pour discuter de la détérioration du climat sociopolitique au Togo. Après son arrestation et sa condamnation, Front Line Defenders a soutenu le DDH par le biais de plusieurs appels urgents et lettres dans le cadre d'une campagne internationale pour sa libération. Foly Satchivi a noté l'impact que le soutien international a eu sur son cas, «... la solidarité internationale a permis de diminuer les mesures drastiques et inhumaines que les autorités ont employées pour rendre ma détention encore plus difficile, et elle a également contribué de manière significative à l'amélioration de mes conditions de détention.»

[IMPACT] ÉVALUATION

En novembre, Front Line Defenders a effectué une évaluation de pays au Kenya. L'évaluation a mis en lumière les efforts déployés par FLD pour atteindre les défenseurs des droits humains les plus vulnérables et les plus marginalisés du pays. De nombreux DDH ruraux et locaux ont indiqué que sans le soutien de FLD, leur travail n'aurait pas été possible. Le soutien de FLD a eu un impact immédiat et important pour que les défenseurs se reconnaissent et s'identifient eux-mêmes en tant que DDH ; cela a permis un changement fondamental dans leur façon de travailler et ils disent sentir qu'ils font partie d'une plus vaste communauté de personnes qui dénoncent les forces puissantes. Les DDH estiment le rôle joué par FLD pour faire entendre leur voix afin qu'ils soient entendus sur la scène internationale, et cela les a encouragés à poursuivre leur travail face à de grands défis. []

«FLD EST SI LOIN MAIS LORSQUE J'AI BESOIN D'EUX, ILS SONT SI PROCHES»
– DDH, KENYA

«SI FLD N'EXISTAIT PAS, JE PENSE QUE JE NE SERAIS PLUS EN VIE AUJOURD'HUI»
– DDH, KENYA

116
SUBVENTIONS

Subventions:	116 Subventions = €209,740
Plaidoyer:	18 appels urgents; Plaidoyer auprès de l'UE sur des cas individuels;
Training:	Formation de formateurs à l'ARPP en 2018; Formation à la sécurité numérique en 2015
Missions:	Mission de recherche du CP en 2015 et 2019

Rencontre entre des DDH et FLD lors d'un voyage d'évaluation au Kenya.

2019 recettes et dépenses

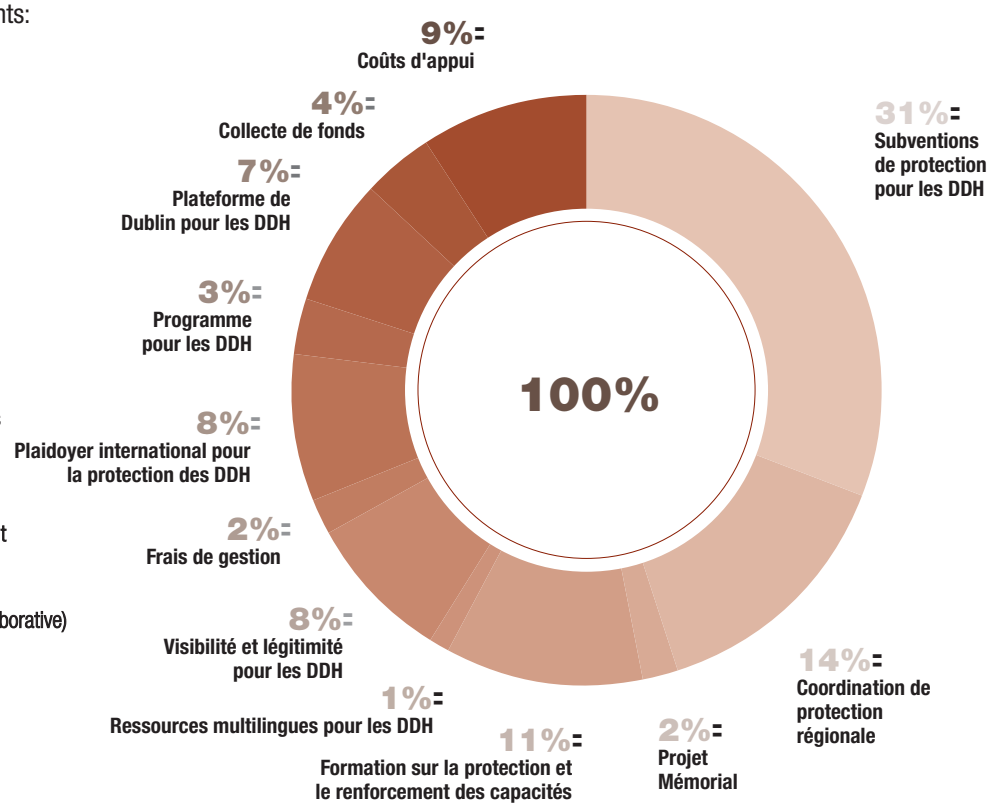
Front Line Defenders est reconnaissante du soutien généreux des contributeurs suivants:

€200,000+
Commission européenne
Ford Foundation
Iris O'Brien Foundation
Irish Aid
Lifeline Embattled CSO Assistance Fund
Ministère des Affaires étrangère du Danemark
Oak Foundation
Open Society Foundations
Ministère royal norvégiens des Affaires étrangères
Agence suédoise de développement et coopération internationale
Département fédéral Suisse des affaires étrangères
Anonyme

€50,000 – €199,000
Agence Catalane de Coopération au Développement
Foundation for a Just Society
Office fédéral allemand des Affaires étrangère
Global Greengrants (Environmental Defenders Collaborative)
Hivos International
The Swedish Postcode Lottery
11th Hour Project

€2,000 – €49,000
Al-Jazeera Media Network
American Jewish World Service
Arcus Foundation
Service public fédéral Belge des Affaires étrangères
Bread for the World
Bruce Schneier and Karen Cooper
Channel Foundation
Fair Wind Foundation
Fondation Nicolas Puech
Google
The Goldman Environmental Foundation
Helmsley Charitable Trust
Kvinna till Kvinna
Lifes2Good Foundation
Mize Family Foundation
Overbrook Foundation
Oxfam Novib
Peter Schattner
Roddick Foundation
Taiwan Foundation for Democracy
Tikva Grassroots Empowerment Fund / Tides Foundation
UN Foundation
Wallace Global Fund
Anonyme

DÉPENSES PAR DOMAINE EN 2019



COMMENT FRONT LINE DEFENDERS DÉPENSE SES RESSOURCES

	Total des fonds €	Pourcentage
Subventions de protection aux DDH	1,958,119	31%
Programmes pour les DDH	212,663	3%
Formation sur la protection et le renforcement des capacités	730,774	11%
Coordination de protection régionale	907,174	14%
Ressources multilingues pour les DDH	80,282	1%
Plateforme de Dublin pour les défenseurs des droits	427,493	7%
Dublin Human Rights Festival	5,826	0%
Visibilité et légitimité pour les DDH	525,868	8%
Projet Mémorial	97,242	2%
Plaidoyer international pour la protection des DDH	511,633	8%
Collecte de fonds	236,035	4%
Frais de gestion	101,952	2%
Coûts d'appui	571,736	9%
Total des dépenses	6,366,796	

NOUS SOUHAITONS AUSSI REMERCIER NOS NOMBREUX DONATEURS INDIVIDUELS DONT LA CONTRIBUTION EST ESSENTIELLE POUR NOTRE TRAVAIL.

Aidez-nous à protéger les défenseurs des droits humains en faisant un don à Front Line Defenders sur **www.frontlinedefenders.org/donate**

ou contactez Laurent Aldenhoff à : **laurent@frontlinedefenders.org** ou +353 1 212 3750

Front Line Defenders garantit que 100% de vos dons iront directement à la protection des défenseurs des droits humains en danger

Vous pouvez également faire un don à Front Line USA Foundation, reconnue aux États-Unis comme exonérée d'impôt en vertu de l'article 501 (c) (3) de l'Internal Revenue Code. Front Line USA Foundation est un organisme de bienfaisance distinct et indépendant et n'accepte actuellement pas les dons en ligne. Si vous souhaitez faire un don, merci de contacter Laurent Aldenhoff pour plus d'informations..

Andrew Anderson interviewé devant la prison Lledoners en Catalogne après une visite de solidarité au DDH emprisonné Jordi Cuixart en décembre 2019.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET CONSEIL DE DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Denis O'Brien (président) est président de Digicel Group. Il est l'un des principaux entrepreneurs en Irlande où il investit largement dans différents secteurs. En 1998, M. O'Brien a été élu Entrepreneur irlandais de l'année lors de la première compétition mondiale organisée et sponsorisée par Ernst & Young. M. O'Brien est également directeur de plusieurs entreprises privées qui détiennent ses autres affaires, notamment Quinta do Lago SA et Communicorp Group Limited. En 2000, il a fondé l'Iris O'Brien Foundation pour aider les communautés désavantagées en Irlande et à l'étranger. Il a cofondé Front Line Defenders.

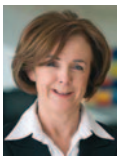
Mary Lawlor est la fondatrice de Front Line Defenders et elle en a été la directrice exécutive de 2001 à 2016. Avant Front Line Defenders, Mary était directrice de la section irlandaise d'Amnesty International de 1988 à 2000. Elle est devenue membre du conseil d'administration d'Amnesty International en 1975 et a été élue présidente de 1983 à -1987.

Kieran Mulvey est l'ancien directeur général de l'Irish Workplace Relations Commission et consultant auprès de l'Organisation internationale du travail et de l'Union européenne.

Noeline Blackwell est avocate spécialisée en droit des réfugiés et directrice du Dublin Rape Crisis Centre. Avant d'occuper ce poste, elle était directrice générale de FLAC (Free Legal Advice Centres), une ONG qui fournit des conseils juridiques gratuits et plaide pour des lois plus équitables afin de faire progresser l'intérêt public et de parvenir à une plus grande égalité. Elle est l'ancienne présidente d'International Human Rights Trust et de la section irlandaise d'Amnesty International.

David Sykes est conseillé en investissement de Island Capital Ltd et avant cela, il occupait des fonctions dans le secteur de la banque et de la bourse, notamment pour Trinity Bank Ltd et Dolmen Stockbrokers Ltd

Jim Conway a fondé et préside le groupe Print and Display, l'un des plus grands groupes d'impression en Irlande. Il a également plusieurs autres intérêts dans les médias en Irlande et en Europe de l'Est.



Maria Mulcahy est directrice de l'Iris O'Brien Foundation et directrice basée en Irlande de la philanthropie pour Digicel Group. Elle faisait partie de "People in Need" de 1988 à 2000. Elle organisait les Téléthons de RTE, qui ont récolté 28 millions d'euros. Elle était directrice de la campagne de levée de fonds pour les Jeux olympiques spéciaux en 2003.

Mary Jane N. Real est co-directrice du nouveau Fond d'action d'urgence - Asie Pacifique, le premier mécanisme de réponse destiné aux défenseuses des droits humains pour la région Asie-Pacifique. Elle est membre fondateur et ancienne coordinatrice de la Women Human Rights Defenders International Coalition (Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains). Mme Real plaide depuis longtemps pour les droits des femmes et a travaillé avec des organisations de défense des droits des femmes en Asie, et au niveau international, y compris en tant que coordinatrice régionale du forum Asie Pacifique sur les femmes, le droit et le développement.

Arnold Tsunga est directeur Afrique de l'International Commission of Jurists (Commission internationale des juristes). Il était secrétaire exécutif de la Law Society of Zimbabwe et directeur exécutif de Zimbabwe Lawyers for Human Rights. Il est co-lauréat du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains 2006.

Verónica Vidal est coordinatrice de la" Solidarity Tactic Lead" au sein de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID). Elle est une militante de longue date pour les droits des femmes et les droits humains au niveau local et international. Elle est chercheuse et défenseuse en Uruguay et au Mexique, et porte un intérêt particulier aux processus d'intégration régionale, à la coopération internationale pour le développement, l'environnement et la société civile, ainsi que sur la construction de réseaux, les enquêtes sur les attaques et le développement d'approches relatives à la protection des défenseuses des droits humains d'une perspective féministe.

CONSEIL DE DIRECTION

Michel Forst est Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains en danger. De 2008 à 2013, M. Forst était expert indépendant pour l'ONU sur la situation des droits humains à Haïti, et de 2012 à 2013, il présidait le Comité de coordination des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme. Avant cela, il était secrétaire général du Sommet de Paris sur les défenseur-ses des droits humains et directeur de la section française d'Amnesty International. Il est l'un des membres fondateurs du conseil d'administration de Front Line Defenders.

Hina Jilani est une avocate et défenseuse des droits humains internationalement reconnue. Elle a été Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur la situation des défenseur-ses des droits humains de 2000 à 2008. Elle et sa sœur Asma Jahangir ont co-fondé le premier cabinet d'avocates féminin au Pakistan ; elle a également co-fondé la Commission des droits humains au Pakistan. Elle est membre de The Elders (Les Sages).

James L. Cavallaro est fondateur et directeur de l'International Human Rights and Conflict Resolution Clinic à la faculté de droit de Stanford, où il est également professeur. Avant de rejoindre Stanford, il a passé neuf ans à la faculté de droit d'Harvard, où il était aussi directeur exécutif du programme sur les droits humains. En juin 2013, il a été élu à la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH).

Maryam Elahi est présidente de Community Foundation of Eastern Connecticut. Depuis plus de 25 ans, elle occupe des postes importants dans la communauté internationale des droits humains, en tant qu'avocate, enseignante et elle octroie des subventions. Elle était directrice de l'International Women's Program à l'Open Society Foundations.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029

Nous sommes l'avenir

par Aka Niviâna

Ils vous disent de faire un choix,
que vous feriez mieux de bien le faire,
«Le Monde est à vos pieds»,
vous disent-il avec un sourire
Mais est-ce que cela réconforte,
si vous y pensez, juste pour un instant?

Guerres, catastrophes, mort et destruction
Faire un changement dans ce monde,
me semble etre la seule option
Si nous voulons préserver cette planète
de l'autodestruction

Pourtant nous marchons sur cette planète,
avec nos sentiments sans ame pour nous
guider, déconnectés de nous-memes,
les uns des autres - cela équivaut à la violence
Cela équivaut aux spirales sans fin de l'éradication
de notre environnement,
créant un droit de soi,
zéro alignement spirituel

Non seulement le monde est à nos pieds,
mais entre nos mains,
c'est notre travail de faire des plans futurs
Est-ce que ce sera l'«éternelle division»
ou «résistons ensemble»?

Y aura-t-il de la lumière au bout du tunnel,
ou le tunnel va-t-il s'effondrer,
réduisant tout en miette
En faisant en sorte qu'il n'importe plus que nous
ayons perdu ou trouvé

Allons-nous tous nous asseoir,
attendre que cela arrive,
ou allons-nous nous lever,
avant que les vagues ne viennent se briser,
que les éclairs n'illuminent le ciel
- quand la réalité va-t-elle surgir?

Quand allons-nous réaliser,
que nous n'avons plus le temps d'attendre un
sauveur?
Quand allons-nous réaliser,
que le sauveur que nous attendons.
c'est nous?

Nous sommes l'espoir pour l'avenir,
parce que nous sommes l'avenir.

DUBLIN

Front Line Defenders – Head Office
Second Floor, Grattan House
Temple Road, Blackrock, A94 FA39
Co. Dublin, Ireland

Tel: +353 1 212 37 50
Fax: +353 1 212 10 01
Email: info@frontlinedefenders.org

BRUSSELS

Front Line Defenders – EU Office
Square Marie-Louise 72
1000 Brussels
Belgium

Tel: +32 230 93 83
Fax: +32 230 00 28
Email:
euoffice@frontlinedefenders.org

Follow Front Line Defenders on Facebook, Twitter, YouTube and Instagram

www.facebook.com/FrontLineDefenders
twitter.com/FrontLineHRD
www.youtube.com/FrontLineHRD
www.instagram.com/frontlinedefenders/

CODE OF CONDUCT ON IMAGES & MESSAGES

Front Line Defenders subscribes to the Dóchas Code of Conduct on Images and Messages.

FRONT LINE DEFENDERS

WWW.FRONTLINEDEFENDERS.ORG

Printed on recycled paper.